VOLUME XVIII.—No 30 MONTREAL, DIMANCHE 3 SEPTEMBRE 1922

Abonnements par la poste

CANADA.. .. .. $2.00
ETATS-UNIS et UNION POSTALE.. .. .. $3.00

LE NUMERO.. .. .. 5 sous

LE NATIONALISTE

JOURNAL DU DIMANCHE

Rédaction et Administration :
43, RUE ST-VINCENT
MONTREAL
TELEPHONE : Main 7499
SERVICE DE NUIT :
Administration, Main 5182.
Rédaction, Main 5121.

Myrand, E. Bibliothécaire de la Législature du Parlement. 1 avril 22

RÉDIGÉ EN COLLABORATION — DROIT AU BUT — L'ORGANE DES JEUNES

Nos visiteurs et notre loi des alcools

Ce qui paraît frapper le plus nos visiteurs des ÉtatsUnis, c'est la liberté qu'ils ont ici d'acheter à boire tout l'alcool qu'il leur plaît de consommer. On sait qu'ils ne se font pas faute d'en user. Pour s'en convaincre, il n'y a qu'à compter les automobiles portant des patentes de New-York, du Vermont, de la Pennsylvanie, de l'Ohio, du Maryland et jusque de la Californie, garées aux environs des magasins de la commission des alcools, qu'à approcher d'un tant soit peu près ces visiteurs, faciles à distinguer à leur allure et à leurs manières. Ils sentent, assez souvent, le *scotch*, ou à tout le moins la bière, à plein nez. Incapables d'en importer aux États-Unis à leur retour de notre province, ils s'en mettent une jolie provision sous la ceinture. Ce n'est pas bien sportif de frapper un homme dans le ventre; mais c'est tout à fait bien vu d'y loger quelques chopines de *lager* ou d'*ale*, de nombreuses lampées de *scotch* ou de *gin*.

Or donc, parce que plusieurs mutualistes américains de passage chez nous ont pu acheter librement à Montréal toute la bière et tout le *whisky* dont ils avaient soif et qu'ils ont bu sans avoir l'impression de violer une des multiples lois imbéciles de leur pays, ils s'en sont ouverts à certains de nos journaux ministériels. Ceux-ci, tout de suite, ont affiché que le Québec a trouvé la solution du problème des liqueurs.

La solution la plus pratique, pour nos visiteurs, quels qu'ils soient, venant de pays où l'on ne peut avoir à boire que des alcools de contrebande, c'est de pouvoir boire où et quand cela leur plaît, ce qui leur plaît, à une prix qui leur va, sans pour cela violer la loi.

Toute loi, donc, qui ne les empêche pas de boire est une bonne loi. La loi du Québec leur permet de boire; le gouvernement du Québec leur facilite l'accès des magasins d'alcool; ils trouvent sur les bouteilles l'estampille du gouvernement; la loi québécoise est donc une bonne loi. Ainsi raisonnent-ils de façon simpliste. Venus ici non pas rien que pour boire, certes — bien qu'une bonne partie de nos visiteurs viennent surtout ici pour absorber de la bière et du *whisky*, depuis qu'il est assez difficile d'en avoir de bonne qualité à prix convenable, aux États-Unis, — mais contents tout de même d'y trouver de quoi se rappeler la période où l'on pouvait *pintocher* à son goût, aux États-Unis, ces visiteurs sont satisfaits. Ils le disent, boivent... et s'en vont.

Leur parole vaut ce qu'elle vaut. C'est l'expression du contentement de gens habitués à payer $12 pour une bouteille d'un alcool douteux et obligés de le consommer en cachette et qui, ici, en paient $4, en ont à satiété, à ce prix, et peuvent inviter des amis à le boire avec eux. Cela ne veut rien dire de plus. Que si l'on veut étayer là-dessus un argument en faveur de la loi Taschereau, c'est qu'elle a grand besoin d'être défendue.

Un des visiteurs dont on cite le témoignage, a résumé toute la question ainsi : "Ici, vous pouvez avoir de bonnes liqueurs à des prix modérés, ce qui est impossible chez nous, et vous pouvez en outre les boire avec des amis, chose encore impossible pour nous".—(le *Canada*, 31 août). Si l'on veut, par ailleurs, prendre la peine de lire les impressions de la classe de visiteurs que nous avons eus ces jours-ci, on verra que la plupart de ceux qu'on a cités sont antiprohibitionnistes et que, la loi Taschereau étant antiprohibitionniste, ils la considèrent déjà bonne loi. C'est tout. Mais la loi Taschereau, si elle est préférable à la prohibition, est-elle la meilleure des loi qu'il peut y avoir quant à l'alcool? C'est ce qu'il faut démontrer, c'est ce que n'ont pas plus démontré nos visiteurs que le ministère provincial lui-même.

L'expérience prouve, au contraire, qu'elle aboutit à de nombreux abus, et surtout qu'elle est, aux mains du gouvernement présent, un merveilleux instrument de patronage. Un recensement du nombre de libéraux placés dans les magasins et les entrepôts de la commission, ainsi que dans ses bureaux, démontrerait que jamais le ministère n'a eu à son service tant de gens que depuis le jour où la nouvelle loi des alcools a commencé d'opérer. Cela peut être une excellente solution pour se débarrasser des quémandeurs, que de les diriger vers le fonctionnarisme, en élargissant les cadres de celui-ci. Cela peut être aussi un excellent moyen de s'assurer des amis pour le temps des élections. Mais cela ne rend pas du tout meilleur le principe faux sur lequel repose toute notre législation de l'alcool : l'étatisme à outrance.

Nos visiteurs américains peuvent trouver la loi excellente; mais ce sont des myopes qui jugent à leur façon d'un tableau dont ils ne voient que la moitié des couleurs et du dessin.

Jean LABRYE.

BILLET DU DIMANCHE

"L'Icthyméron"

Le lecteur trouvera peut-être que notre numéro d'aujourd'hui manque de variété. Il est pourtant comme un beau jour tout ensoleillé. *Dans les colonnes voisines, nous consacrons beaucoup d'espace à rafraîchir la mémoire de notre confrère québecois, enclin, hélas ! à radoter bien avant l'âge ordinaire de cette infirmité. Ici, instruit par l'expérience du détestable défaut de notre confrère, il nous faut prendre tout de suite note d'un billet au reste charmant, fourvoyé dans ce journal sans cesse hérissé, grognon et triste, comme une violette au milieu des orties. Il expose les sentiments actuels du* Soleil *sur la France. Demain nous les lui rappellerions qu'il les nierait si nous n'avions soin de colliger ici ses opinions.*

Ce petit billet se coiffe d'un titre parfaitement inoffensif : "Icthyméron". Le lecteur pressé s'est sans doute hâté de le sauter, croyant à quelque reproduction classique. L'auteur procède par allusion. C'est l'arme des faibles, mais dont le maniement ne laisse pas d'avoir de très grands charmes. Le style révèle un lettré, qui a goûté les vieux auteurs. Nous ne gayerions pas que tous les termes sont du XVIème, du pur XVIème ni surtout que l'orthographe ne pèche pas, en certains endroits, contre les us d'alors; mais la pièce a une valeur et une saveur de fond qui feraient pardonner au plus sévère — et nous ne sommes pas celui-là — ces quelques lacunes, très légères, de forme. On dirait une page d'Amyot.

Le conte met en scène une famille qui vivait naguère au "païs" d'Icthyméron". Le père, pauvre, fait le partage de ses biens et conseille à ses deux fils derniers-nés de partir pour Icthyméron la Nouvelle; ce qu'ils font. Ils traversent les mers, arrivent à Icthyméron la Nouvelle où leurs descendants fondèrent des cités. "La richesse vinct aulsi, et pailx."

Pendant ce temps en Icthyméron la Vieille, on oublia les cousins partis. La guerre éclate. Ottodimus, tyran d'une république voisine,envahit les terres d'Icthyméron. Celle-ci se sentant faiblir songe soudain aux habitants d'Icthyméron la Nouvelle.

"Vinrent donc les troulver grands seigneurs panachés haultement et, de la cime au talon, coulsus d'or; lieutenants de milice avecque des grands sabres, des abbés en noir, en violet, aux airs onctueux d'abbesse (Oh ! Oh ! qu'en pense-t-on à Spencerwood ?) *des membres de l'Icthyméronne académie, couverts de jacinthes du nombril au col, qui leur dirent : "Messires et chers cousins ! Grand'pitié est au pays d'Icthyméron ! Ottodimus est sur nos terres de quoy nous souffrons fort. La mamanpatry a besoin de vous. Vous lui devez ce que vous êtes. Venez très vite".*

"De quoy les gueux d'Icthyméron se rient fort et s'esbaudissaient de gaillarde façon, disant : "Prêts nous sommes à faire beaucoup pour maman-patry ! Mais est-ce bien maman-patry celle qui se souvient de ses rejetons en guerre seulement? Oh ! que nenni ! Belle-maman est plutôt celle-là!"

Et puis, voilà ! Cela vient bien des années après la guerre, bien des années aussi après que le Soleil *adressait à ses lecteurs des appels fervents en faveur de l'aide à nos "deux mères-patries" et fulminait contre ceux qui osaient prêter à la France des intentions intéressées, qui traitaient de manœuvres ses mamours à ses cousins, longtemps dédaignés.*

Cela vient aussi très peu de temps, peut-être, avant que le Soleil *recommence une campagne pieuse en faveur de l'aide à la France dont nous sommes les représentants en Amérique, nous "les Latins du nord" comme disait un ministre récemment. Mais l'aveu est précieux et vaut d'être enregistré. L'auteur s'entortille d'archaïsmes, ses pointes sont mouchetées par l'allusion, mais notre plaisir à nous n'a pas la moindre contrainte. Il est franc, complet. Sept ou huit ans après l'événement (sans jeu de mots),le* Soleil *nous laisse dire dans ses colonnes : "Eh bien ! quand vous les traitiez de jobards, de gobeurs, de naïfs, nos ministres qui, la bouche en cœur et les yeux noyés, nous parlaient de nos devoirs envers la France, vous aviez joliment raison. Vous aviez joliment raison aussi, quand vous vous moquiez des articles du* Soleil *de sa francophilie de fraîche date et que vous la disiez éphémère. Je vous donne céans la preuve écrite du peu de durée et du peu de profondeur de ces sentiments".*

TACITE URNE

LE PARTI "MEIGHEN"

Les conservateurs de la Colombie viennent de se choisir un chef et un nom. Le chef reste le chef de l'opposition qui dirigeait déjà le parti avant la réunion du congrès qui l'a confirmé en grâce. Le nom a été suggéré par M. Meighen. C'est le vieux nom du parti avant l'unionisme : libéral-conservateur. C'est le nom le plus commode, le plus franc et le plus juste que l'on puisse choisir car, dans l'opposition, le parti de M. Meighen, comme tous les partis, est libéral; au pouvoir il est libéral-conservateur du pouvoir le plus possible.

Mais les noms ne comptent pas pour grand chose. Lors des dernières élections, M. Meighen s'est présenté aux électeurs avec un nom tellement vaste, tellement compréhensif qu'il pouvait les embrasser tous. Il en a embrassé bien peu. Le parti libéral-national-conservateur a été platement battu aux urnes. Pour tout le monde, au reste, le nom se simplifiait et il ne s'appelait que le parti Meighen. Le chef de l'opposition a sans doute le désir de raccourcir le nom fédéral de son parti et de revenir à l'ancienne désignation de libéral-conservateur, mais cela ne l'avancera à rien. Tant que M. Meighen en restera le chef, le parti, aux yeux du public, sera le parti Meighen et ce nom et les antécédents politiques qu'il représente en seront la pire faiblesse.

LUSTUCRU.

PICHENETTES

Le "Soleil" de mercredi dernier chine un des partisans de M. Sauvé à la Chambre. Celui-ci "plus fort en confiseries qu'en logique", écrit le **Soleil**, aurait dit que dans une proportion de 90 fois sur 100 il aurait approuvé les mesures du gouvernement provincial.

Le Soleil conclut qu'un gouvernement qui fait bien dans 90 pour cent des cas est un bon gouvernement. Reste à savoir si ces paroles ont jamais été prononcées. Mais, à supposer qu'elles l'aient été la logique de ce député ne serait pas plus ne défaut que celles des députés fédéraux à Ottawa. Ceux-ci ont approuvé toutes les mesures de guerre du gouvernement Borden, moins une; et encore celle-ci n'a-t-elle été présentée que parce que le gouvernement Borden avait été maintenu au pouvoir grâce à un prolongement de terme accordé par les libéraux.

Dans quelle situation se trouvaient-ils, lors des dernières élections fédérales, pour condamner le gouvernement Borden et son successeur, le gouvernement Meighen, à raison de leur politique de guerre?

* * *

Le **Canada** ne veut ni de coalition ni d'élections générales. Il est en somme pour le maintien du **statu quo**. Il sait bien, lui que le sentiment de Québec n'est plus tel que les libéraux puissent y faire élire 65 députés, dont une proportion considérable de nullités, d'huitres, ou de moutons.

Au pouvoir, le **Canada** est comme tous les journaux ministériels, conservateur — de la crèche. Il n'a qu'une politique : tout endurer pour durer.

* * *

Le comte d'Anvers parle à la *Gazette* de la situation en France. Cela va, semble-t-il, cahen caha. Et il se montre l'envers des choses. Jamais le crédit français à l'étranger n'a reçu pareil coup de pied. On n'est jamais desservi que par les siens. Mais les gens auraient tort de s'alarmer. La situation en France n'est guère pire qu'ici, tant que dure le *fair trial* ; nous nous en allons en chemin de fer vers la banqueroute.

* * *

Ce qui offusque le *Canada* se sont les voies parallèles de nos chemins de fer. Pourquoi ne nous fait-il pas, puisque le parallèle l'intéresse, un petit cours sur les politiques ferroviaires parallèles de M. Laurier, de M. Borden et de M. Mieghen qui nous ont conduits où nous sommes?

Pour rafraîchir la mémoire du "Soleil"

Comment ce journal ignore ce qui s'est passé à St-Roch de Québec en 1907

"Une démonstration hostile qui se serait produite à une assemblée tenue à cette époque à St-Roch de Québec, par M. Bourassa" (Le Soleil, *29 août 1922).--Ce que le* Soleil *en disait, quelques jours avant l'assommade organisée à St-Roch. --- Ce que les journaux libéraux en dirent au surlendemain. --- Le témoignage de M. Taschereau sur ce qui se passa à l'assemblée de St-Roch.*

LE "SOLEIL" A BESOIN DE SE RELIRE

Encore un peu, le *Soleil*, de Québec, nous affirmerait qu'il n'y a pas eu d'assemblée de Bourassa et Lavergne à Québec, à Saint-Roch, en août 1907 ou que, s'il y en a eu une, tout s'y est passé dans l'ordre le plus complet.

On a cru alors qu'il s'était, cette fois-là, lancé des pierres et des bâtons contre les orateurs nationalistes, que des journalistes qui s'appelaient Tom. Ahern, Edmond Chassé, Omer Héroux, Jules Dorion, y ont reçu eux-mêmes des projectiles, alors qu'ils assistaient comme journalistes à cette assemblée, que d'autres, qui y étaient aussi, portent encore aujourd'hui des cicatrices des coups et blessures qu'ils y reçurent; mais il paraît que tout cela, c'est de la légende. C'est à s'imaginer que, s'il y a eu une assemblée, c'est Bourassa et Lavergne qui ont lancé des pierres aux assistants libéraux.

Voyons, au témoignage même d'amis du *Soleil*, en nous référant aussi au *Soleil* du temps,—malheureusement pour celui-ci, des curieux ont conservé une liasse de ses numéros de l'époque, — ce qui se passa ce jour du 5 août 1907. Ce qui nous justifie de revenir là-dessus, — même si cela peut être désagréable à de fort braves libéraux de Québec qui perdirent alors la boule, — c'est un article du *Soleil* du 29 août dernier, en réponse à une note du *Devoir* du 25 du même mois.

Le *Devoir*, ce jour-là, commentait ainsi une note du *Soleil* sur la dernière élection de Labelle:

Pas de mémoire

Le *Soleil* tance M. Sauvé de ses *violences de langage* de son *manque de dignité* dans le comté de Labelle, pendant la dernière campagne. Il parle entre autres choses des *gros mots de M. Sauvé aidé de la troupe de hurleurs qui opérait sous ses ordres*. M. Sauvé est capable de se défendre seul. Mais il est assez amusant de trouver ces reproches dans un journal qui sait d'où vinrent les désordres de la fameuse assemblée de Saint-Roch, en 1907, où les vociférateurs et les lanceurs de pierres n'étaient ni des conservateurs, ni des nationalistes. Le *Soleil* a décidément la mémoire courte. Il se scandalise plus facilement des "violences de langage" de la campagne de Labelle que de la grêle de pierres et de bâtons de Saint-Roch.

A cette note, le *Soleil* a riposté le 29 août par cet articulet, où l'on voit tout de suite, si l'on a un tant soit peu la mémoire de ce qui s'est passé en août 1907, à Saint-Roch de Québec, comment ce journal a le plus beau mépris des faits:

Singulière logique

En marge de notre article de l'autre jour et pour justifier les écarts de langage de M. Sauvé, durant la récente lutte à Labelle, *le Devoir* remonte jusqu'à 1907 pour reprocher indirectement au *Soleil* et à ses amis d'avoir organisé une démonstration hostile qui se serait produite à une assemblée tenue à cette époque à Saint-Roch de Québec, par M. Bourassa.

Le fait serait-il vrai qu'il ne justifierait pas la conduite de M. Sauvé.

Mais l'assertion du *Devoir* est fausse en tous points, et il le sait. Le but de cette calomnie du journal de M. Bourassa, c'est de mettre sur le compte du *Soleil* et de ses amis un acte qu'il prétend condamnable, afin de se trouver un prétexte pour ne pas blâmer la conduite de son ami, M. Sauvé.

Évidemment, les bons principes bruyamment affichés à la manière pharisaïque, mènent à tout, et la note malicieuse et mensongère du *Devoir* en est la preuve.

"L'assertion du Devoir *est fausse en tous points"*, dit le *Soleil*. C'est à voir. Cherchons d'abord si le *Soleil* a toujours ignoré ce qui "se serait produit" à l'assemblée de Saint-Roch, voyons s'il s'est produit quelque chose à Saint-Roch, et, enfin, si des chefs du *Soleil* d'aujourd'hui n'ont pas admis dans le temps qu'il "se serait produit" quelque chose à Saint-Roch.

On aura ensuite la juste mesure de la bonne foi, de la sincérité, ou de la fâcheuse tendance à l'oubli, de la part du *Soleil*, de faits qui ne sont pas particulièrement à la gloire de certains Québécois de 1907.

Le "Soleil" l'ignora-t-il?

La preuve n'est pas difficile à faire, sur le point de savoir si le *Soleil* fut indifférent à l'assemblée de Saint-Roch et à tout ce qui se passa à cette assemblée, le 5 août 1907, alors que MM. Bourassa et Lavergne furent avec leurs amis, sauvagement assaillis par une bande de gens furieux. Empruntons cette preuve aux colonnes même du *Soleil* du temps. Les citations sont longues, mais elles en valent la peine.

On se rappellera qu'en 1907 MM. Bourassa, Lavergne et d'autres nationalistes firent une tournée de réunions politiques dans la province de Québec. Ils y exposaient leur programme d'action politique et parlaient des questions de l'heure. Invités à Québec, ils annoncèrent qu'ils y seraient. Tout de suite, ce fut branle-bas de combat dans les rangs ministériels du temps. Bourassa et Lavergne parleraient à Québec? On verrait ça. Le ban et l'arrière-ban des forces libérales québécoises, insultés à l'idée que des nationalistes iraient parler à Saint-Roch-de-Québec, comté représenté à Ottawa par sir Wilfrid Laurier, se réunirent. Le jeudi, 1er août 1907, le club Laurier, après publication d'un avis dans les journaux, tenait une assemblée extraordinaire, dont le *Soleil* du 2 août rendait compte dans les termes suivants (tous les soulignés sont de nous) :

Le club Laurier proteste et convoque les clubs libéraux

Il y a eu, hier soir, à la salle Salaberry, assemblée plénière du club Laurier.

M. le Dr Jos. Gosselin, en l'absence de M. Laurent Moisan, fut appelé à présider cette importante réunion.

M. le Dr Chs-E. Côté, député de Saint-Sauveur, et M. V. Savard, ex-député de Chicoutimi, assistaient à cette assemblée.

En quelques paroles bien senties, le Dr J. Gosselin souhaita la bienvenue au Dr Côté et à M. Savard. Il expliqua ensuite le but de l'assemblée.

Le Dr Chs-E. Côté et M. Savard furent ensuite invités à porter la parole, ce qu'ils firent avec éloquence et chaleur. Ils protestèrent fortement contre la démarche de M. Bourassa qui, ne pouvant réussir à Ottawa à semer la division dans les rangs du parti libéral, s'en vient dans Québec-Est, le cœur même du libéralisme, tenter ce qu'il n'a pu faire ailleurs.

Les deux orateurs firent un portrait des mieux réussis de M. Bourassa, député au fédéral et dont l'esprit audacieux est bien connu de tous. MM. Côté et Savard furent très applaudis par l'assistance.

Les résolutions suivantes furent adoptées à l'unanimité :

"Attendu que l'organe conservateur de cette ville annonce pour le 5 août courant à la salle Jacques-Cartier une assemblée politique au nom d'une ligue nationaliste canadienne:

"Que cette assemblée projetée, convoquée au cœur de Québec-Est, sitôt après la grande ovation populaire en l'honneur de sir Wilfrid Laurier, et sans avoir consulté les principaux citoyens de la division, est une provocation à l'opinion publique;

"Que beaucoup y voient une manœuvre de personnes étrangères à la ville, manœuvre ayant pour but de chercher à détruire l'effet de la brillante manifestation faite ces jours derniers en l'honneur de l'homme d'État qui représente Québec-Est depuis trente-deux ans aux Communes;

"Que cette assemblée est convoquée pour permettre à un député fédéral de discourir sur la politique provinciale, ce qui est à sa face même plus qu'étrange;

"Que Québec-Est est bien connu comme un château-fort libéral, n'ayant depuis trente ans élu que des députés libéraux tant à Québec qu'à Ottawa;

"Que dans les circonstances une assemblée ex parte convoquée par une ligue étrangère, jusqu'ici inconnue et sans représentants autorisés dans notre ville, est un dérogation aux vieilles traditions d'ordre et de paix auxquelles Québec-Est est attaché;

"Que si l'assemblée projetée a pour objet de critiquer la politique du gouvernement Laurier ou celle du gouvernement Gouin, dans l'un et l'autre cas, sir Wilfrid Laurier ou l'hon. M. Gouin aurait dû être invité par les organisateurs;

"EN CONSÉQUENCE, IL EST UNANIMEMENT RÉSOLU :

"Que ce club proteste contre une pareille provocation à l'opinion à vrai dire unanime de la division, et que des démarches soient faites immédiatement pour convoquer une assemblée conjointe des trois clubs libéraux de Québec, afin de délibérer ensemble sur l'attitude à prendre dans une semblable circonstance."

MM. Paradis et Drolet proposent un vote de remerciements aux orateurs de la soirée, lequel fut adopté à l'unanimité.

Plusieurs nouveaux membres furent ensuite admis à faire partie du club et plusieurs autres ont demandé leur admission." (le *Soleil*, 2 août 1907).

Le même jour, vendredi 2 août, l'organe libéral appréciait comme il suit, en sa page de rédaction, l'attitude du club Laurier. Et il affirmait sans broncher que le but de M. Bourassa, en venant parler à Québec sur la politique provinciale, était "DE DIMINUER LA PORTEE DE L'ECLATANTE MANIFESTATION DONT QUEBEC VIENT D'ETRE LE THEATRE EN L'HONNEUR DE SIR WILFRID LAURIER". Voici cet écrit tel qu'il apparaissait en tête des articles de fond du *Soleil*, ce jour-là:

Il s'y cassera les dents

Il a plu à M. Bourassa de venir pérorer dans Québec-Est.

En principe nul ne songe à lui nier le droit d'aller pérorer où il lui plaît, et dans notre pays de liberté le premier charlatan venu est libre de dresser ses tréteaux sur les places publiques.

Mais nous avons bien le droit, nous aussi, de nous demander à quel mobile a obéi M. Bourassa en venant à Saint-Roch.

Il est évident que le but de M. Bourassa en venant pérorer à Québec est avant tout de chercher à diminuer la portée de l'éclatante manifestation dont Québec vient d'être le théâtre, en l'honneur de sir Wilfrid Laurier.

Pour comprendre M. Bourassa — et certes c'est une tâche ingrate que celle de débrouiller les intentions du député de Labelle — il faut pour s'orienter tenir compte, avant tout, de l'immense vanité qui est bien sa caractéristique dominante.

L'éclat de la démonstration de Québec, cette manifestation grandiose des sentiments de Québec-Est envers sir Wilfrid Laurier, a fait à la vanité de M. Bourassa l'effet des piqûres des banderilleros sur le taureau.

Ce qu'il veut en venant à Saint-Roch, c'est de trouver un prétexte à pouvoir dire que lui aussi saura se faire applaudir à Saint-Roch.

M. Bourassa a un cancer qui le ronge : c'est le dépit de ne pouvoir, malgré tous ses efforts, entamer le prestige de sir Wilfrid Laurier.

Aujourd'hui son impuissance l'affole. M. Bourassa a beau protester, en paroles pompeuses, de sa loyauté vis-à-vis sir Wilfrid, ses actes sont là pour démentir ses protestations vaines.

Une preuve suffirait. M. Bourassa s'est pendant de longues années proclamé le champion de l'anti-impérialisme.

Il a, sur toutes les plate-formes, posé au défenseur des droits et des libertés du Canada, menacés par les agissements des jingoes impérialistes.

Il a beaucoup parlé, beaucoup écrit sur ce sujet.

Mais sir Wilfrid Laurier, lui, a fait mieux que de parler, il a agi.

Son rôle dans les diverses conférences intercoloniales a été décisif.

Il a fait triompher, sans vaines déclamations, par sa diplomatie, par son jugement, par sa fermeté, les principes mêmes que se vante de défendre M. Bourassa : nos libertés autonomes.

Si donc M. Bourassa éteit sincère, s'il professait vraiment la loyauté dont il se réclame vis-à-vis de sir Wilfrid, il devrait être le premier à venir acclamer sir Wilfrid, à le remercier de ce qu'il a fait.

Au lieu de combattre sir Wilfrid Laurier il devrait être le plus ardent à proclamer son succès, à le féliciter

En réalité, il ne travaille qu'à le diminuer, à le décrier.

Et en cela l'insincérité de M. Bourassa éclate de façon trop évidente pour qu'on la puisse nier.

LES MEMBRES DU CLUB LAURIER ONT EU MILLE FOIS RAISON, HIER, DE PROTESTER ÉNERGIQUEMENT CONTRE LA MANOEUVRE DE M. BOURASSA QUI, EN VENANT A QUÉBEC, N'A D'AUTRE OBJET EN VUE QUE DE DIMINUER LA PORTÉE CONSIDÉRABLE DE LA DÉMONSTRATION FAITE CES TEMPS DERNIERS A SIR WILFRID LAURIER.

Mais M. Bourassa connaît mal les gens : il se casserа les dents à vouloir mordre sur la loyauté des citoyens de Québec-Est envers sir Wilfrid Laurier."—(Le *Soleil*, 2 août 1907).

Le même jour encore (vendredi, 2 août) par le placard suivant, affiché bien en évidence au haut de sa dernière page, le *Soleil* annonçait l'assemblée collective des trois clubs libéraux de la ville.

AVIS IMPORTANT

Québec, 2 août 1907.

Il y aura ce soir à 8 heures à l'Auditorium réunion collective des trois clubs: Club Laurier, Club Mercier et Club Libéral de Québec-Centre pour conférer au sujet de l'assemblée nationaliste.

J. A. PARADIS, secrétaire Club Laurier; J. N. FRANCOEUR, secrétaire Club Mercier; Dr P. H. BÉDARD, secrétaire Club Libéral de Québec-Centre.

Cette assemblée avait lieu le soir même tel qu'annoncé, et le lendemain (samedi, 3 août), le *Soleil* relatait de la façon suivante ce qui s'y est passé.

Démonstration à l'hon. M. Gouin —Les trois clubs libéraux ont résolu de la faire à Québec dans une quinzaine.

Il y a eu, hier soir, à la salle de l'Auditorium, grande assemblée des membres des trois clubs libéraux de cette ville : les clubs Laurier et Mercier, de Québec-Est, et le club libéral de Québec-Centre.

Sur proposition de M. Jos. Amyot, du club libéral de Québec-Centre, M. le docteur Gosselin, vice-président du club Laurier, fut choisi comme président de la réunion, et MM. J.-N. Francœur, secrétaire du club Mercier, et J.-A. Paradis, secrétaire du club Laurier, furent appelés, à agir comme secrétaires.

Le président exposa le but de la réunion, convoquée en vue de conférer sur des matières politiques. Il y a eu discours par MM. : Dr Simard, U. Barthe, W.-H. Davidson, Lockwell, J.-N. Francœur, Dr Gosselin, Dr Côté, P. French, et finalement M. J.-N. Francœur, secrétaire du club Mercier, a proposé, appuyé par M. le docteur Arthur Simard, vice-président du Club libéral de Québec-Centre, que :

"CETTE ASSEMBLÉE, COMPOSÉE DES TROIS CLUBS LIBÉRAUX DE QUÉBEC, DÉCIDE D'ORGANISER UNE GRANDE MANIFESTATION EN L'HONNEUR DE L'HONORABLE LOMER GOUIN, PREMIER-MINISTRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, A L'OCCASION DE SON SUCCÈS DANS LA QUESTION DU RAJUSTEMENT DES SUBSIDES FÉDÉRAUX."

La proposition a été accueillie avec un enthousiasme tout spontané et tout cordial. Les noms de MM. Gouin et Turgeon furent vivement acclamés. Cette proposition répondait aux vœux unanimes des membres de la réunion et des légions libérales de la ville de Québec et du district, ardemment désireux, depuis quelques semaines déjà, de manifester au distingué premier ministre de la province, à l'honorable M. Turgeon et aux autres ministres provinciaux, leur joie et leur reconnaissance et témoigner de leur admiration et de leur confiance.

DE LA DÉMONSTRATION BOURASSA, IL N'EN A PAS ÉTÉ QUESTION."

On remarquera l'étrangeté de ces derniers mots: "De l'assemblée Bourassa il n'en a pas été question", — en se rappelant que le *Soleil* lui-même avait annoncé que cette réunion des trois clubs était convoquée EXPRESSEMENT "pour conférer au sujet de l'assemblée nationaliste".

Le même jour le *Soleil* publiait contre M. Bourassa l'article suivant, où l'on relève ces mots : *"Cette assemblée est une contre-manifestation, un impertinent défi, une insolente provocation, une injure sanglante à la ville de Québec... Nous ne voulons pas être responsables des conséquences.'*

Insolante provocation

Ayant consulté nos amis de Québec-Est, nous constatons que MM. Bourassa et Lavergne se sont étrangement trompés d'enseigne en choisissant Saint-Roch comme théâtre de leur prochaine équipée.

A Montmagny, ils ont récolté l'indifférence; à la salle Jacques-Cartier, C'EST L'INDIGNATION QUI LES ATTEND.

L'assemblée qu'ils annoncent à grands coups de trompette est prise pour ce qu'elle est, UNE INSOLENTE PROVOCATION, UN IMPERTINENT DÉFI A L'OPINION PUBLIQUE.

Au lendemain même de l'ovation triomphale, sans précédent, faite à sir Wilfrid Laurier, quel autre qu'un écervelé a pu souffler à l'oreille de M. Bourassa l'idée de venir répéter ses démagogiques déclarations au cœur même du collège électoral représenté par le grand homme d'État canadien?

Vient-il quémander les applaudissements des bleus, "rari nantes", à l'endroit même où hier les libéraux de Québec, c'est-à-dire les 95 centièmes de la population, acclamaient leur chef; dans cette même salle sur laquelle éclatait en lettres de feu le mot célèbre qui synthétise l'œuvre politique de Laurier : "LE CANADA EST UNE NATION"?

Le populacier, agitateur, prédicateur d'un étroit nationalisme, apôtre d'une politique toute négative, semeur de phrases creuses, bonnes tout au plus à peupler l'imagination populaire d'idées fausses et impraticables, aurait-il par hasard la prétention de voir ramasser quelques-unes des fleurs jetées l'autre soir sur le passage de sir Wilfrid Laurier?

Bien maladroitement choisis, ce temps et ce lieu. Hier, le génie spontanément salué par tout un un peuple; aujourd'hui, l'envie se dressant ridiculement sur ses ergots; après le bienvenu, le malvenu.

C'est comme si M. Bourassa venait dire au peuple de Québec-Est : Tu as eu tort

(suite à la dernière page)

Le "Devoir" publiera, mardi, un nouvel article de M. Bourassa sur la situation européenne.

IRISH NEWS SUPPLEMENT

(See page 4)

L'ANGLETERRE ET L'EGYPTE

Il est difficile d'exprimer brièvement l'opinion anglaise sur l'Egypte car il n'y a pas d'opinion anglaise sur l'Egypte. Avant la guerre, il n' y avait d'opinion anglaise sur aucun pays du monde, sauf l'Angleterre. La Manche était large de milliers de kilomètres.

La plus grande partie du peuple ne s'intéressait à rien de ce qui existait au-delà de ses limites. Ce fut seulement lorsque commença à s'élever à l'étranger une puissance maritime qui paraissait vouloir menacer cette "forteresse bâtie par la nature pour se défendre contre la contagion et les ravages de la guerre" que l'attention des Anglais fut attirée par cette nouvelle puissance étrangère de l'Est, susceptible de défier leur sécurité. La cause principale de l'Entente ne fut pas seulement l'affection et l'admiration pour la France .Ce fut surtout un sentiment de malaise à l'égard de cette nouvelle et agressive puissance maritime.

Mais la masse du peuple resta passive malgré les avertissements de sir Edward Grey, sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères. L'opinion générale gardait la tradition d'une Angleterre isolée des "étranger". Qu'ils se battent comme ils l'entendent et à leur façon!

Et si ceci s'applique à une Europe blanche et civilisée, cela représente plus encore l'attitude des Anglais à j'égard de leurs colonies. Ils n'avaient aucune haine du "noir", mais simplement un mépris profond et bonhomme. C'eût été naturellement une folie de penser qu'il pourrait jamais se gouverner seul. Mais, comme l'avait dit Rudyard Kipling au peuple britannique, le gouverner faisait partie du devoir de l'Homme Blanc. Celui-ci l'accomplissait avec un zèle et un esprit de sacrifice admirables, mais il l'accomplissait. Pour le "noir", il bâtissait des routes et des voies ferrées, il desséchait des marécages; il construisait des digues, comme la grande digue d'Assuan, sur le Nil, pour permettre au fleuve d'accroitre la moisson. Il gouvernait avec justice. Chaque Anglais se réjouissait à l'idée que, dans ces énormes parties de la carte colorées en rouge, l'esclavage avait été aboli et le sort des pauvres amélioré; le président Wilson n'avait pas encore traversé l'Océan et le jour où l'on reconnaitrait aux peuples "le droit de disposer d'eux-mêmes" n'avait pas encore lui.

Parmi ces "indigènes", l'esprit populaire classait certainement l'Egypte. Les Egyptiens vivent en Afrique et sont manifestement des Orientaux plutôt que des Occidentaux. C'était d'une évidence suffisante. De plus, dans toutes les classes de la société, neuf individus sur dix croyaient honnêtement que l'Egypte était une partie florissante et heureuse de l'Empire britannique. Les fabricants de cartes géographiques populaires la coloraient toujours en rouge, comme l'Inde et le Soudan. Les noms des gouverneurs britanniques, généralement celui de Lord Cromer, étaient associés à de magnifiques comptes rendus, témoignant d'une prospérité croissante.

Ces Anglais pensaient que Lord Cromer occupait en Egypte exactement la même position que le Vice-Roi aux Indes. Ils pensaient aussi que les Egyptiens devaient nous être extrêmement reconnaissants de tout le mal que nous nous donnions pour les gouverner, pour améliorer et régler les crues de leur Nil, et amener l'eau dans des régions de sables désertiques. Ils n'auraient pas plus douté de notre droit à occuper l'Egypte au temps de guerre que de notre droit à occuper Gibraltar.

Deux faits excitèrent l'admiration et l'imagination des classes cultivées. Le premier fut la construction du canal de Suez. Lorsque le génie d'un Français conçut cette entreprise, Lord Palmerston déclara qu'un tel exploit dépassait la science des ingenieurs, mais que sa réussite frapperait d'un coup mortel l'Empire des Indes. L'autre fait fut la nouvelle conquête du Soudan par Lord Kitchener. Il y eut dans cette expédition tous les éléments romantiques dont est faite l'histoire de l'Empire britannique. Cela ne coûta pas cher et cela rapporta beaucoup.

Il y eut des combats mais nous fûmes toujours victorieux. A la fin, nous avions coloré en rouge une autre immense étendue de l'Afrique. L'Egypte avait été conquise à Tel et Kebir; le Soudan à Omdurman. Il pouvait y avoir eu là quelques soldats égyptiens. Mais c'était une "levée d'indigènes". Nous nous en servons toujours pour conquérir des "Etats indigènes".

Lorsque la guerre éclata, la Turquie, après quelques semaines, déclara la guerre aux Alliés. Le Cabinet britannique eut à prendre une décision naturellement qu'elles étaient les vraies relations de Londres et du Caire. Mais il fallait que la guerre mette fin à la suzeraineté turque. On ne peut transformer un Etat vassal en un vaste camp de guerre pour l'envoyer se battre contre son suzerain. D'un autre côté, il était impossible à ce moment d'annoncer tout à coup l'entière "indépendance" de l'Egypte. Des troupes passaient en masse à travers le canal de Suez. L'Egypte devait être la base à la fois de la plus désastreuse et de la plus heureuse entreprise des Alliés, — l'attaque par mer de Gallipoli, l'attaque par terre à travers Jérusalem et la Syrie. D'innombrables troupes alliées, au total plusieurs millions d'hommes devaient traverser le pays en tous sens.

Dans ces circonstances, on fit un compromis. On plaça l'Egypte sous un protectorat britannique. Je donnai, comme membre du Cabinet, mon assentiment à cette décision, et je ne puis concevoir encore maintenant d'autres solutions, sauf peut-être d'y avoir ajouté l'assurance formelle que ce n'était là qu'*une simple mesure provisoire*, et que toute cette question serait entièrement revisée, par une conférence de deux nations, lorsque viendrait la paix. En Angleterre, cette déclaration n'émut personne. Personne n'avait la moindre idée de ce que cela signifiait, à part le fait que l'Egypte avait été séparée de la Turquie ce qui, étant donné la déclaration de guerre de la Turquie, semblait juste et très naturel. La plupart des gens s'imaginaient que l'Egypte devait être fière de s'abriter sous le "Protectorat de l'Angleterre". Il y eut, bien entendu, une grande indignation parmi les notables de l'Egypte même, mais il est douteux qu'ils eussent seuls à faire naître cette universelle haine qui régna plus tard, grâce à la détestable administation du Protectorat. En résumé, cette administration était basée sur le principe de gagner la guerre, en laissant les "indigènes" de côté ou même en les laissant souffrir, si cela était nécessaire, sans se préoccuper de leur rendre justice. L'Egyptien — que ce fût un membre cultivé, instruit, riche, des classes supérieures de la société ou un malheureux fellah de la plus basse condition — ou bien servait à nos buts de guerre, ou bien était brutalement écarté.

Nos soldats faisaient ce qu'ils voulaient et quoique je croie rare une brutalité non contrôlée l'insouciance et le mépris à l'égard des "indigènes" étaient partout visibles. Les Australiens brûlèrent des parties du Caire. Un soulèvement indigène fut réprimé, selon le rapport de notre propre commission, avec une grande sévérité et des dommages.

Par-dessus tout, les opérations de corvée — c'est-à-dire la façon dont on réquisitionna la main-d'oeuvre pour former les bataillons du Travail, nécessaires à l'avance en Palestine — furent menées avec une telle stupidité ou une telle dureté que presque toute la population des Fellahs qui avaient été nos meilleurs amis, changea alors et haït notre joug.

Au moment où se termina la guerre, nous n'avions plus un seul ami en Egypte: fait complètement ignoré des peuples britanniques, qui pensaient que les Egyptiens devaient nager dans l'opulence apportée par la guerre et se réjouir de la présence du "Tommy" britannique. Mais aussi le peuple britannique aime tant les "Tommies" qu'il ne peut imaginer que toutes les nations ne l'adorent pas autant que lui. Récemment, des journaux britanniques ont très sérieusement déclaré que les Irlandais commenceraient à regretter leur indépendance, quand ils verraient le "Tommy" quitter leur pays.

A cette haine, en partie justifiée — car le mépris est plus insupportable que la cruauté — vint s'ajouter la nouvelle doctrine, logique mais enivrante du "droit des peuples à disposer d'eux-mêmes". Chaque fois que le président Wilson ouvrait la bouche, il en laissait tomber ces mots célèbres.

Ils faisaient partie des quatorze points. Ils devaient être la clé du Traité de Versailles. Ils apparurent aux chefs hardis et méprisés des Egyptiens, ayant enduré pendant presque cinq ans le supplice du joug militaire, comme des perles d'un prix inestimable.

Leur situation paralssait, en effet, la plus simple au monde. Ils étaient des non-combattants. Ils n'avaient jamais été (en théorie) qu'une nation pratiquement indépendante avec des conseillers étrangers, il est vrai, mais ayant son propre Souverain, son Premier ministre, son Gouvernement et sa Chambre des députés. Et ils formaient ainsi un peuple homogène, exempt, de ce fait, des difficultés que rencontrent les nationalités étroitement divisées entre elles, où, lors d'un plébiscite, une majorité de quelques vingtaines de paysans peut faire attribuer toute une province à un peuple ennemi. Aussi vinrent-ils remplis d'espoir, plaider leur cause devant les nations assemblées à Versailles. Mais ils furent arrêtés et détenus à Malte, et l'on permit seulement à quelques-uns d'entre-eux de parler devant un public anglais (pour la majorité duquel un "pacha" était naturellement un énigmatique sinon un ridicule personnage). Personne ne vint plaider pour l'Egypte à la Conférence de la Paix. Mais il est douteux toutefois qu'un tel plaidoyer, s'il avait été permis, eût beaucoup ému les coeurs des "quatre Premiers" ou des "trois Premiers".

Le résultat fut qu'une sorte d'agitation intermittente et peu vigoureuse se répandit à travers le parti travailliste, en Angleterre, agitation que des critiques peu généreux attribuèrent à l'or égyptien. Mais comme le parti travailliste était alors beaucoup plus occupé par une lutte farouche contre le gouvernement et les patrons pour obtenir l'augmentation des salaires, la défense du "droit de libre disposition" de l'Egypte devint l'affaire de quelques socialistes plus ou moins officiels, écrivant sur la dernière page ou en des coins obscurs de la presse travailliste. On peut affirmer que toute la question d'Egypte ne donna pas au parlement un total d'un millier de votes, lors des élections partielles de ces trois dernières années.

Il était évident que les Egyptiens devraient travailler eux-mêmes à leur propre salut, car ils étaient dans la même situation que l'Irlande avant que Gladstone ne mit de son côté presque la moitié de l'Angleterre. Les débuts de cette oeuvre ne furent pas sans effet. L'Egypte entière est maintenant ferme contre l'envahisseur. Il y eut alors des menaces de boycottage, de soulèvement armé, d'attaque du canal de Suez. Le pays était dans un état de fièvre chaude et l'on pouvait s'attendre à tout, à tout moment.

C'est en de telles circonstances que le gouvernement britannique conçut le projet—sage ou insensé —d'envoyer là-bas une "Commission" chargée d'une enquête sur toute cette question. Cette "Commission" était composée des personnalités les plus éminentes. A sa tête était lord Milner, ancien sous-secrétaire d'Etat aux colonies et le représentant le plus distingué des fondateurs et conservateurs de l'Empire britannique, qui, vingt ans auparavant, avait poussé à la guerre sud-africaine, afin de faire entrer les deux Républiques hollandaises sous le gouvernement britannique. Un de ses membres les plus éminents était M. J.-A. Spender, le premier des publicistes libéraux anglais, éditeur de la *Westminster Gazette*, qui avait en ces temps lointains, ardemment combattu la politique de lord Milner.

C'était un projet sage ou insensé, ai-je dit.

C'était un sage parti si le gouvernement avait l'intention d'accepter les observations et les conseils d'un groupe d'hommes infiniment plus remarquables, plus capables et plus intellectuels que lui-même. C'était une folie si ce gouvernement devait retrancher et rejeter des parties de ce rapport. Il était évident, en effet, que si les Egyptiens pouvaient présenter au monde — et même à l'Angleterre leur cause—soutenue par des noms aussi éminents, inspirant autant de confiance et appartenant aux deux principaux partis politiques, le triomphe de leur cause n'était plus qu'une question de temps.

Je connais quelque peu l'historique des aventures de cette délégation. Tout d'abord on décréta contre elle un boycottage général, et ses membres en se rendant en Egypte, risquèrent, sans nul doute, leur vie. On commença cependant à réaliser, très lentement, que ces hommes n'étaient pas venus avec l'idée préconçue d'annexer l'Egypte à l'Empire britannique, mais pour examiner la question de très près et rendre compte de ce qu'ils croyaient être juste. Ils furent obligés, pour voir certaines personnalités égyptiennes de les rencontrer la nuit, en se cachant. La plupart des négociations et des examens durent être menés en secret.

Ils gagnèrent peu à peu la confiance des chefs nationaux. Ceux-ci furent enfin persuadés qu'ils voulaient vraiment trouver et conseiller le parti le meilleur pour l'Egypte et non pas seulement le meilleur pour l'Angleterre.

Avant leur départ, ils avaient pratiquement établi un plan d'avenir, qui aurait uni en une solide base les meilleurs éléments de la nation égyptienne. Mais, pour sa réussite, deux conditions étaient indispensables: tout d'abord, il fallait que le plan soit accepté dans son intégrité, sans aucune suppression ni restriction; d'autre part, il était essentiel d'agir avec rapidité, car chaque jour qui passait, sans que le gouvernement britannique se décide à accepter les termes du projet portait des milliers d'hommes à croire que ce gouvernement n'avait jamais eu l'intention de les accepter.

Le rapport de la commission Milner était en effet saisissant pour les impérialistes ignorants qui croyaient que l'on devait toujours faire entrer le loyalisme envers l'Empire britannique, dans le coeur des populations "indigènes" — par la force. Lord Milner conseillait en réalité l'indépendance de l'Egypte. L'Angleterre devait s'efforcer, en négociant avec les nations européennes, de supprimer les capitulations, et, en même temps, d'établir des garanties de sécurité pour les résidents étrangers et la dette étrangère. L'on aurait changé le protectorat en une alliance entre l'Angleterre et l'Egypte; l'Egypte aurait été autorisée à envoyer ses propres représentants dans les cours d'Europe et à la Ligue des nations. Les garnisons britanniques quitteraient l'Egypte à jamais comme elles quittent actuellement l'Irlande, mais le canal de Suez serait gardé par des soldats britanniques, des négociations ultérieures devant fixer leur lieu de résidence. Les plus grands espoirs de trente ans de paix, de tranquillité et d'amitié entre l'Empire britannique d'une part, et, de l'autre, cette ancienne et fière civilisation, furent permis lorsque le rapport, signé d'un homme comme lord Milner, d'une si indiscutable autorité et si favorable aux aspirations égyptiennes, fut présenté au Conseil des ministres.

Mais le Cabinet britannique, là comme au cours de toutes les négociations extérieures de ces trois dernières années, fut tout à fait au-dessous de la situation.

On parla quand il aurait fallu agir; on négligea les conseils de Lord Milner qui, découragé par la conduite des affaires, donna sa démission; on envoya chercher le premier ministre égyptien et on essaya de modifier ce qui était en réalité un traité de paix; on chercha à annuler l'abandon du Protectorat, quoique tout homme d'esprit sain, venant d'Egypte, assurât qu'il n'y aurait jamais là de paix tant qu'une telle politique ne serait pas abolie. Par-dessus tout — et ceci rendit tout accord impossible — le Cabinet dirigé, dit-on, par M. Winston Churchill, refusa de concentrer les troupes britanniques dans la zone du Canal de Suez et demanda que le Caire, Alexandrie et tout autre endroit où nous jugerions bon d'établir des troupes britanniques fussent occupés. C'est exactement la même chose que si nous avions, tout en reconnaissant l'indépendance de la France, réclamé l'occupation de Paris par des forces écrasantes de soldats britanniques et les ayons déplacées à notre fantaisie d'une ville à l'autre. En dépit des efforts de Lord Milner et de ses éminents collègues, c'était un retour vers cette politique, qui fut dans le *Times* l'objet d'une protestation signée par presque tous ceux qui, ayant fait partie du gouvernement, connaissaient profondément l'Egypte y compris le Feld-Maréchal Lord Grenfell et le général Maxwell qui commandèrent en Egypte pendant la guerre; on en revint à ranger les Egyptiens dans la même catégorie que la population noire de l'Afrique orientale anglaise et les tribus cannibales de l'Océan Pacifique.

Le résultat de cette politique insensée est bien connu. Adly Pacha retourna en Egypte pour donner sa démission et l'on ne put trouver de gouvernement égyptien pour le remplacer. Des émeutes éclatèrent, on proclama l'état de siège, tous les journaux furent supprimés et la population, au désespoir, passa du parti modéré au parti extrémiste et élut comme chef populaire Zaghloul Pacha, qui n'avait eu que peu d'influence tant que l'on avait cru en la parole de l'Angleterre. Une fois de plus, un soldat vint à la rescousse là où les politiciens avaient échoué; le général Allenby, qui avait conquis la Palestine et est maintenant commissaire général de l'Egypte, en même temps qu'il supprimait la révolte, appliquait la loi martiale et déportait Zaghloul, gagnait la confiance des chefs égyptiens, persuadés qu'il veillerait à faire triompher les points essentiels du rapport Milner.

Il partit pour Londres sans y être invité, dit-on, par le Ministère britannique, mais de sa propre initiative, ses nombreux télégrammes à ce sujet étant restés sans réponse. On a affirmé dans la presse populaire qu'il avait demandé les réformes nécessaires sous peine de donner sa démission.

A mon avis, cette assertion est fausse. Les grands soldats n'agissent pas de cette façon lorsque leurs points de vue les opposent au Gouvernement.

Je crois seulement [illegible] que le gouvernement avait à choisir entre deux partis — et deux uniquement.

(Suite à la 5ème page)

FÊTE DU TRAVAIL 1922

En ce jour de la Fête du Travail nous saluons fièrement ces hommes de devoir et d'honneur. Nous leur offrons nos hommages et nos meilleurs souhaits de bonheur.

LA BANQUE D'EPARGNE

DE LA CITE ET DU DISTRICT DE MONTREAL

La Grande Banque des Travailleurs

BUREAU PRINCIPAL ET SEIZE SUCCURSALES À MONTRÉAL

A. P. LESPERANCE,
Gérant-Général.

Aux Détenteurs des Bons de la Victoire du Canada, à 5 ans et à 5½ pour cent d'intérêt

Émis en 1917 et échéant le 1er décembre 1922

OFFRE DE CONVERSION

LE MINISTRE DES FINANCES offre aux détenteurs de ces bons, qui désirent continuer leurs placements sous la garantie du Dominion du Canada, le privilège d'échanger à l'échéance les bons de l'une et de l'autre catégories portant intérêt de 5½ pour cent, payable semestriellement:

(a) Les bons de cinq ans, datés du 1er novembre 1922, échéant le 1er novembre 1927,

(b) Les bons de 10 ans, datés du 1er novembre 1922, échéant le 1er novembre 1932,

Tandis que les bons échéants rapporteront de l'intérêt jusqu'au 1er décembre 1922, les nouveaux bons commenceront à produire de l'intérêt à partir du 1er novembre 1922, CE QUI DONNERA UNE BONIFICATION D'UN MOIS ENTIER D'INTÉRÊT À CEUX QUI PROFITERONT DU PRIVILÈGE DE LA CONVERSION.

Cette offre est faite seulement aux détenteurs de bons arrivant à échéance et non pas à d'autres prêteurs. Les bons à émettre en vertu de cette proposition seront virtuellement de même nature que ceux échéants, sauf que l'exemption de taxe ne sera pas appliquée à la nouvelle émission.

Daté à Ottawa, le 8 août 1922.

Les détenteurs des bons échéants, qui désirent profiter de ce privilège de conversion, devraient porter leurs bons, LE PLUS TÔT POSSIBLE, MAIS NON PAS PLUS TARD QUE LE 30 SEPTEMBRE, à une succursale de toute banque chartrée au Canada, afin d'en recevoir en échange, pour les bons remis, un reçu officiel contenant une promesse de distribution de bons correspondants de la nouvelle émission.

Les détenteurs des bons échéants pleinement enregistrés, dont l'intérêt est payable par chèques émis à Ottawa, recevront, le 1er décembre, comme à l'ordinaire, leurs chèques d'intérêt. Les détenteurs de bons à coupons détacheront et retiendront le dernier coupon non échu, avant de remettre le bon lui-même pour être converti.

Les bons remis seront envoyés par les banques au ministère des Finances, Ottawa, où ils seront échangés contre des bons de la nouvelle émission, sous forme de bons pleinement enregistrés, ou de bons à coupons enregistrés, ou de bons à coupons au porteur, avec intérêt payable le 1er mai et le 1er novembre de chaque année, pendant la durée de l'emprunt. Le paiement du premier intérêt se fera le 1er mai 1923, et les bons de la nouvelle émission seront transmis aux banques pour distribution immédiate après la réception des bons remis.

Les bons de l'émission arrivant à échéance, qui n'ont pas été convertis en vertu de cette proposition, seront acquittés le 1er décembre 1922.

W. S. FIELDING,
Ministre des Finances.

Pour vous, Mesdames

Ruines du coeur

Mon coeur était jadis comme un palais romain,
Tout construit de granits choisis, de marbres rares.
Bientôt les passions, comme un flot de barbares,
L'envahirent, la hache ou la torche à la main.

Ce fut une ruine alors. Nul bruit humain.
Vipères et hiboux. Terrains de fleurs avares.
Partout gisaient, brisés, porphyres et carrares;
Et les ronces avaient effacé le chemin.

Je suis resté longtemps, seul, devant mon désastre.
Des midis sans soleil, des minuits sans un astre,
Passèrent, et j'ai, là, vécu d'horribles jours;

Mais tu parus enfin, blanche dans la lumière,
Et, bravement, afin de loger nos amours,
Des débris du palais j'ai bâti ma chaumière.

François COPPEE.

LA GRAPHOLOGIE AU NATIONALISTE

PARADIS. Une imagination très vive qui grossit et exagère les choses, entretient les préjugés, favorise les illusions et nuit souvent au jugement. C'est un homme ardent, enthousiaste qui se jette tête baissée dans les aventures et les entreprises sans en prévoir les suites. Bon et aimant, mais très inconstant. Il a une solide confiance en lui-même, cela va même jusqu'à la présomption. Il aime à parler de lui et à se vanter. Il est franc à ses heures, mais avec une telle imagination, un homme est toujours exagéré dans ses récits et souvent capable d'inventer pour arranger ses affaires. La volonté est impulsive ardente capricieuse, tantôt molle, tantôt raide et entêtée. L'activité dégénère souvent en agitation. Bienveillant, sociable, bavard, un peu tapageur. Il a trop facilement confiance dans les gens et il manque de prudence. L'ordre est médiocre. L'humeur est très inégale. C'est un homme qui subit trop les influences et qui est exposé à de grands entrainements.

MYOSOTIS. Impressionnable et sensible, elle est enthousiaste et un peu sentimentale et elle devrait se défier de l'imagination qui est excessive et nuit sérieusement au jugement. Elle est jeune et étourdie, gaie et très animée. Le coeur est sensible, tendre et s'attache plus facilement que fortement. Elle est très susceptible, et peut-être, un peu jalouse. La volonté, vive et capricieuse, est faible, manque de résolution et d'initiative, je lui trouve un peu d'obstination qui lui permet certaines résistances. L'activité est capricieuse, brouillonne et inconstante. Elle est jeune, "en l'air", peu habituée à réfléchir. Il est possible que le sens pratique se développe si Myosotis s'y applique. Pour le moment, c'est une enfant légère et inconséquente.

BON PAPA. L'esprit est clair et pratique. Il est délicat, sensible et bon, l'esprit et le coeur sont bien équilibrés et s'aident et se complètent l'un l'autre. Digne et simple, il est bienveillant, aimable mais d'une réserve qui tient les importuns à distance. La volonté est énergique, capable d'une endurance et d'une résistance remarquables. Tout cela ne l'empêche pas d'être nerveux et impressionnable. L'humeur est inégale. Il est généreux, dévoué, sincère. Il y a dans cette écriture de la distinction, de l'élévation et une bonté généreuse peu ordinaire, et une activité ardente qui doit être utile et bienfaisante.

Jean DESHAYES.

Conte du dimanche

UN GRAND PORTRAIT

— Maitre, dit cette dame relativement jeune, je vous suis adressée par Mme Blutel, dont vous avez fait le portrait; elle m'a certifié que vous étiez le portraitiste à la mode, et je n'ai plus hesité. Je viens, en conséquence, demander au Prince du Portrait la faveur de poser devant lui, et j'accepte toutes ses conditions. Je suis Mme Elvire Debord!

Léon Mallat s'inclina, comme un qui sait à qui il parle. Il exerçait, peintre classé mais désabusé, le métier rémunérateur de portraitiste pour dames. Il aurait pu avoir du génie, il s'était résigné à ne manifester que du savoir-refaire. Il était le photographe coûteux qui enlève sur fond de parc anglais des Gainsborough, des Romney et des Lawrence de commerce. Il n'avait pas son pareil pour conférer une élégance dufayellesque à des dames épaissies. Tout le dégoûtait, le monde et lui-même le premier, mais il entendait survivre au précieux artiste qu'il avait tué en lui, et il en vendait chèrement les dépouilles. Il était sinistrement distingué, trop intelligent pour un peintre, courtois à vomir et recevait sa clientèle dans un atelier truqué comme un salon de couturier. On vend son âme au Diable, du moins, le prix qu'il vous en propose.

Mallat eut vite pris la mesure de l'accorte soubrette déguisée qui se présentait à lui. Il fallait jouer le grand jeu.

— Madame, dit-il, je dois vous dire que je n'ai demandé à votre amie Mme Blutel que 30,000 francs pour reproduire ses traits parce qu'elle m'était adressée par Mgr l'Archevêque de Beauvais; à toute autre, je réclamerais 40,000 francs, vu, que je suis en ce moment excédé de travail!

— Maitre, dit Mme Elvire Debord, j'irai jusqu'à cinquante billets!

Mallat, sur ces mots, integra la situation, et rectifia:

— Pardon! S'il s'agit d'un portrait grandeur nature, ce sera le double!

— Va pour cent mille! je ne regarde pas aux prix, dit gaîment la victime, mais vous me ferez quelque chose d'historique et qui aille plus tard dans un Musée. Nous sommes dans le commerce et nous n'en rougissons pas; toutefois, nous voulons en avoir pour notre argent. Je ne vous cacherai pas que je suis une nouvelle riche et que cela m'oblige à tenir mon rang; nous autres, nous sommes ridicules. Si, si! Les caricaturistes se moquent de nous! Et pourtant, on devrait nous savoir gré des efforts que nous faisons pour remplacer ceux qui avaient héréditairement de l'argent et qui ne savaient pas s'en servir. Nous avons le sentiment de notre devoir qui est d'encourager l'art et les artistes, tout en plaçant bien notre argent. C'est nous les Fermiers Généreux, maintenant!

— Madame, ces scrupules vous honorent dit Mallat, et j'accepte de fixer votre gracieuse image pour la postérité; vous serez satisfaite et je puis vous promettre le Luxembourg, cette antichambre du Louvre.

* * *

Mme Elvire Debord sortit enchantée de cette première entrevue et prit rendez-vous. Entre temps, elle dit à ses amies envieuses:

— Vous savez! Le célèbre peintre Mallat m'a priée de lui laisser faire mon portrait; j'y ai consenti. Il paraît que je ressemble à Marie-Antoinette!

— Une femme qui a perdu la tête? Fi! Mme Elvire Debord appartenait à la nouvelle couche des récents enrichis; elle avait à la fois la fierté et la honte de sa richesse. Elle redoutait les railleries, et le souvenir toujours impératif de M. Jourdain l'obsédait. Elle ne tâchait pas à singer les aristocrates à la manque, bien qu'elle voulût laisser en arrière les dames de comptoir, ses anciennnes relations.

Elle avait quelques clartés du luxe, encore qu'il lui manquât l'accoutumance de la vie facile. Pour rien au monde elle n'eût prononcé ces paroles fatidiques: "Dites à mon valet de pied qu'il fasse avancer ma voiture de maître!" Néanmoins, elle s'enorgueillissait de ne plus prendre le Métro et vous confiait que son auto avait seize cylindres, huit de plus que celle du Chef de l'Etat!

Depuis peu, des messieurs élégants par profession et nécessité la trouvaient distinguée. Elle aspirait à de meilleures récompenses et souhaitait d'être "du monde" sans espérer qu'on lui réservât la première place dans ce troisième Ciel: les derniers rangs lui semblaient suffisants. Elle s'y serait faufilée discrètement, quitte à mépriser ensuite ses congénères attardées dans le deuxième, réservé aux bourgeoises cossues. Il n'est pas donné à tous de naitres avec une cuiller d'argent dans la bouche! Mme Elvire ne se dissimulait pas.

Assez subtile, elle n'avait pas affiché des colliers de perles prématurés. Elle s'était habillée chez les bons faiseurs, mais de la manière la plus discrète. Son mari n'appartenait à aucun Cercle. Ils occupaient à Auteuil un appartement, avenue Mozart, où ils recevaient leurs amis et le ministre du Pérou. Ils faillirent avoir l'Ambassadeur de Chine, qui s'excusa au dernier moment.

En somme, Mme Elvire Debord n'avait aucun désir d'ostentation; elle raffinait sur la simplicité. On la jugeait assez jolie, point gâtée par trois maternités. Son visage était charmant, plein de sourires; ses épaules n'étaient pas trop grasses, ses mains attestaient les soins de la spécialiste, et ses chevilles n'étaient pas trop ouvrières. Seulement, bien qu'elle se méfiât de ses origines, elle cédait parfois à l'envie d'éblouir. Elle ne résista pas a la tentation de parler de son peintre, vu que c'était un luxe que l'on peut difficilement se payer.

Chaque après-midi, elle se rendait chez "son" peintre, délicieusement angoissée comme celle qui va au rendez-vous d'amour, et posait trois heures durant, avec la conscience d'un modèle payé.

Mais le soir, en présence de ses amis mortelles, il fallait la voir prendre tout son plaisir! "Ma chère amie, je suis exténuée! Vous savez que je pose chez Mallat pour mon portrait, qu'il enverra au Salon? Quel artiste et quel charmeur!"

Elle donnait le bulletin de santé du portrait et les moindres incidents de chaque après-midi.

* * *

La suffisance de Mme Debord finit par agacer son entourage. Il se forma une petite conspiration entre familiers de la rue Mozart aux fins de démolir le peintre dans l'estime de sa cliente. D'ailleur on ne faisait pas grand mal, puisque les séances touchaient à leur terme. Le joyeux Milage, démarqueur de champagne et bouffon attitré, se chargea de charrier la confiante Elvire. Il reprit en le démarquant un stratagème qui a beaucoup servi dans les ateliers.

* * *

Comme Mme Debord recontait son rendez-vous de l'après-midi, récit agrémenté de mille précisions superflues, Milage l'interrompit:

— Votre Mallat? Un joli coco! Si je disais tout ce que je sais!

— Quoi? Que savez-vous? fit Mme Elvire, enfiévrée.

— Non, je ne le révélerai pas! C'est trop grave!

— Monsieur Milage, vous avez porté une accusation vague contre un artiste de mérite. Vous lui devez de vous expliquer. Je vous ordonne de parler!

— Soit! feignit de concéder Milage. Vous nous avez parlé de ces pastels que le sieur Mallat vous a montrés et dont vous avez acquis quelques numéros?

— En effet! avoua Mme Debord. Ils sont admirables!

— Eh bien! Je n'hésiterai pas plus longtemps à vous révéler un secret qui m'étouffe. Devinez avec quoi sont fabriqués ces pastels? "Avec de la poussière de couleurs, additionnée d'un peu d'eau gommée!"

— C'est faux, s'indigna Mme Elvire, M. Mallat est un honnête homme, incapable d'une fraude pareille! Du reste, je vous préviens que je lui rapporterai vos propos!

— A votre aise! Nous verrons ce que ce monsieur osera répondre!

Là-dessus, Milage salua et sortit, laissant l'assistance consternée.

Mme Elvire passa une nuit atroce. Le lendemain, qui devait être la dernière séance, elle fut exacte. Le Maître finissait les fonds, avec cette hâte qu'ont les portraitistes à terminer leur ouvrage et à en toucher le prix. Comme Mme Elvire se montrait [illegible] et presque hostile, le peintre risqua une question:

— Chère Madame, vous êtes aujourd'hui différente de vous-même! Auriez-vous un ennui?

— Oui, maitre, confessa Elvire. On a osé hier soir insinuer sur votre compte des choses que je ne puis vous répéter.

— Ne vous gênez pas. Un artiste dans ma situation est en butte à la malignité. Quelle calomnie a-t-on débitée à mon sujet?

— Maitre, c'est si grave!

— On vous a dit que je recevais de l'argent des femmes?

— Pis que cela!

— Que j'étais de la police? Que j'avais des vices infâmes?

— Pis que cela?

— Alors quoi? Je ne vois pas!

— On m'a dit que vous faisiez vos pastels avec de la poussière de couleurs additionnée d'eau gommée! Est-ce vrai?

Mallat comprit qu'il eût été indécent d'éclater de rire. Et puis il aurait fallu entreprendre tout un cours sur le pastel. Il se composa un sérieux solennel, étendit la main droite et articula ces mots:

— Madame, je suis un pur artiste! Mais je suis avant tout un homme d'honneur qui n'a jamais trompé personne. Et, sur mon honneur de peintre, je vous jure que je n'emploie que des pastels vérifiés par le Laboratoire Municipal! Je suis prêt à montrer les attestations officielles aux tristes individus qui m'ont attaqué.

— Parbleu! s'écria Mme Elvire, soulagée. J'en étais bien sûre! Vous êtes trop correct pour tromper sur la marchandise!

* * *

Parce qu'elle avait doute de son peintre, elle se punit en ajoutant vingt mille francs au chèque promis. Du reste, son portrait vaudra peut-être la somme dans cinquante ans. Puisqu'il faut que la fourberie soit châtiée, apprenez que le sieur Milage reçut une lettre sèche, le priant de ne plus reparaître avenue Mozart.

Pierre VEBER.

Congrégation des hommes de Ville-Marie

Dimanche prochain, 3 septembre aura lieu le pèlerinage annuel des membres de la Congrégation des hommes de Ville-Marie, au cimetière de la Côte-des-Neiges. Les membres portant leur insigne ainsi que leurs amis, sont cordialement priés de se réunir à la chapelle du cimetière pour 2 heures 30 à laquelle commencera le chemin de la croix.

L'ÉCOLE DU BONHEUR

LE BONHEUR, COMME L'AMOUR, COMME LA BEAUTE, COMME LA SANTE, COMME LA VIE MEME, EST AVANT TOUT UN ACTE DE FOI.

Jean Finot, qui vient de mourir prématurément — car ce "philosophe de longévité" dépassa de peu la soixantaine — fut, de son vivant, un optimiste convaincu et mieux encore : un professeur de bonheur. Il prétendait qu'on apprend à être heureux comme on apprend à être bien portant — bonheur et bonne santé n'étant que les deux noms d'une même chose, considérée sous ses deux aspects physique et moral. De même qu'il existe des règles d'hygiène pour le corps, il existe des modes de traitement pour l'âme souffrante ou fatiguée. Ils sont à la portée de tout le monde et les seuls malheureux incurables seront les ignorants, les paresseux et les incrédules.

Jamais cet enseignement du bonheur n'a été plus nécessaire qu'aujourd'hui, car jamais on n'a vu le mécontentement et l'inquiétude peser plus lourdement comme des nuages méphitiques, sur la triste humanité. Le ciel de l'avenir est couleur d'orage. Les peuples, incertains aux carrefours de leurs destinées, hésitent à suivre les vieux bergers et se méfient des conducteurs nouveaux. Les individus sont comme les peuples. Tous cherchent leur voie avec le regret des routes familières où, naguère, ils pouvaient marcher, un peu moutonnièrement. Naguère, la vie était plus facile, dit-on. Entendez que nous étions tous mieux adaptés, par l'habitude, aux formes d'activité, de jouissance et de douleur qu'elle nous imposait. On supporte un mal prévu que l'accoutumance dépouille de tout caractère mystérieux et effrayant; on s'accommode d'une maison mal bâtie quand on y loge depuis l'enfance, et la pauvreté est moins cruelle à celui qui fut toujours pauvre qu'à l'homme brusquement ruiné. Notre vieux monde de 1914, avec ses tares, nous semblait habitable. Le monde de nouveau est plein d'imprévu et d'instabilité. Nous devons sans cesse nous adapter à des manières de vivre qui nous courbaturent l'esprit et le corps. Les gens qui n'ont pas les muscles et la pensée en bon état de souplesse sentent grincer leur pauvre machine. Ils deviennent inquiets, pessimistes, neurasthéniques. Considérez, dans les rues, les visages des passants : il y a un pli sur tous les fronts et dans tous les regards un fond de mélancolie.

Le professeur de bonheur nous dit : "Nos pensées bien dirigées et bien choisies peuvent créer et conserver notre bonheur. Il faut chasser de l'enceinte de notre conscience les pensées qui dépriment notre énergie et notre joie de vivre. Ce n'est pas égoïsme ou légèreté, mais altruisme bien entendu et sagesse. Les êtres qui vivent dans leur malheur comme dans un élément naturel tuent le bonheur des autres. Soyez heureux pour être bienfaisants."

Or, le secret du bonheur n'est pas dans les circonstances extérieures à nous; il est en nous si nous voulons bien l'y découvrir ou l'y mettre. Le bonheur, comme l'amour, comme la beauté, comme la santé, come la vie même, est avant tout un acte de foi. "Il suffit de s'isoler, de concentrer ses pensées sur un sujet désirable, de le formuler d'une façon précise et ensuite de répéter cette formule le matin et le soir et même à différentes périodes de la journée, afin d'en faire une adaptation presque instinctive... Rappelons le cas de cet hypocondriaque à qui l'on indique comme remède suprême de redire un certain nombre de fois cette petite formule magique : "Je suis gai". Et ce remède se montre presque toujours infaillible..."

Jean Finot était persuadé que la volonté, entrainée par un dressage savant, pouvait agir sur l'organisme et le modifier profondément. Il croyait que les hommes vieillissent avant l'âge parce qu'ils se croient vieux et qu'ils considèrent la date de leur naissance plutôt que leur état réel. Quand il était admis qu'une femme de trente ans était à la fin de sa jeunesse, les femmes se fanaient à trente ans. Elles prenaient l'allure, le ton, l'aspect et les sentiments de la maturité. Ecoutez, ô dames quadragénaires de 1922, la leçon du professeur de bonheur :

"Concentrons notre pensée sur cette idée "vraie" que l'homme peut vivre jusqu'à 150 ans et même au delà. Répétons-nous, même à l'âge le plus avancé, que nous sommes dans un état de santé florissant, que les années n'ont point mordu sur notre organisme physiologique et notre santé morale. Formulons cette auto-suggestion d'une manière précise que notre organisme est jeune, robuste et capable de résister longtemps encore aux assauts du temps. Ayons présente cette suggestion en nous endormant et au réveil. Des hommes devenus la proie de l'appréhension de la fin qui paralysait leurs efforts m'ont affirmé avoir été guéris radicalement par ce moyen. Il leur avait paru cependant, au premier abord, impuissant à modifier leur état d'âme qu'ils identifiaient injustement avec leur état organique."

Donc, pour ne pas vieillir, ne pensez pas à la vieillesse et pour mourir le plus tard possible, ne pensez pas à la mort — c'est-à-dire n'y pensez pas par habitude, comme à des idées et à des images constamment mêlées à votre vie quotidienne.

Jean Finot va plus loin encore. Si les hommes, — avec l'accroissement héréditaire d'une aptitude spéciale — arriveront un jour à vivre jusqu'à 150 ans, on voit déjà des centenaires qui jouissent de la plénitude de leurs facultés et qui sont tués par leur famille. Les êtres chers aux grands vieillards avancent leur mort sans y songer; "Comment, grand-père, tu manges encore? tu marches, tu travailles?..." Et le pauvre homme finit, à la suite de toutes ces sollicitudes déplacées, par cesser de travailler, de marcher, de manger et de dormir. Et il s'en va dans l'autre monde.

Morale : "L'idée, est avant tout une force positive. Si nous vivons mentalement dans la jeunesse, nous la conservons aussi longtemps que notre volonté et nos représentations mentales lui font cortège. Exaltons les indices de notre santé, au lieu de rechercher ceux de la décrépitude de nos forces. Ne perdons point le contact avec la vie, même au-delà de cent ans. Continuons à exercer notre bonté et l'amour du prochain car la bonté en exercice maintient et renforce la jeunesse."

Cette excellente leçon se trouve dans un ouvrage posthume de Jean Finot qui s'appelle : "L'Atelier des gens heureux", et qu'il faut lire.

Marcelle Tinayre.

PENSÉES

Il y a deux degrés d'orgueil: l'un où l'on s'approuve soi-même; l'autre où l'on ne peut s'accepter. Celui-ci est probablement le plus raffiné.

* * *

Rien ne caractérise mieux un homme que la manière dont il se conduit avec les sots.

* * *

Nous avons bien de la peine à n'être pas de l'avis de notre amour-propre et à ne pas trouver du goût à qui nous trouve du mérite.

* * *

Le bonheur, c'est d'être consolé; le courage, c'est d'être résigné.

* * *

L'Allemand a l'admiration mais non le génie de la forme; il est l'inverse de l'Hellène. Il a la critique, l'aspiration et le désir, non la puissance sereine de la beauté. Le Midi, plus artiste, plus satisfait de lui-même, plus capable d'exécution se repose paresseusement dans le sentiment de son équilibre. D'un côté est l'idée, de l'autre le talent... La race germanique médite et sent; les Méridionaux sentent et expriment; les Anglo-Saxons veulent et font. Savoir, sentir, agir, c'est le trio de l'Allemagne, l'Italie, l'Angleterre. La France formule, parle, décide et rit. Pensée, talent, volonté, parole, ou autrement science, art, action prosélytisme, telle est la répartition des rôles du quatuor.

* * *

Le devoir est d'être utile, non comme on le désire, mais comme on le peut.

* * *

L'intérêt personnel n'est que la prolongation en nous de l'animalité; l'humanité ne commence dans l'homme qu'avec le désintéressement.

* * *

Qui veut voir parfaitement clair avant de se déterminer ne se détermine jamais. Qui n'accepte pas le regret n'accepte pas la vie.

* * *

Juger, c'est voir le vrai, c'est se préoccuper d'être juste et par conséquent impartial; mieux que cela, être désintéressé; mieux que cela, être impersonnel.

* * *

Faire aisément ce qui est difficile aux autres, voilà le talent; faire ce qui est impossible au talent, voilà le génie.

* * *

C'est en enseignant qu'on s'instruit, en racontant qu'on observe, en affirmant qu'on examine, en montrant qu'on regarde, en écrivant qu'on pense, en pompant qu'on fait venir l'eau dans son puits.

* * *

Nous ne sommes jamais plus mécontents des autres que lorsque nous sommes mécontents de nous. La conscience d'un tort nous rend impatients et notre coeur rusé querelle au dehors pour s'étourdir au dedans.

* * *

La faculté de métamorphose intellectuelle est la première faculté du critique. Sans elle, il n'est pas apte à comprendre les autres esprits et doit par conséquent se taire, s'il est loyal. Le critique consciencieux a d'abord à se critiquer lui-même: *ce qu'on ne comprend pas, on n'a pas le droit de le juger.*

* * *

Le devoir que tu devines te lie dès l'instant où tu l'as deviné.

* * *

Tout besoin s'apaise et tout vice grandit par la satisfaction.

* * *

L'obstination, c'est la volonté s'affirmant sans pouvoir se justifier, c'est la persistance sans motif plausible, c'est la ténacité de l'amour-propre substituée à la ténacité de la raison ou de la conscience.

* * *

Ce n'est pas ce qu'il a, ni même ce qu'il fait qui exprime directement la valeur d'un homme: c'est ce qu'il est.

* * *

La vraie humilité n'est-ce pas d'accepter son infirmité comme une épreuve et sa malignité comme une croix, de faire le sacrifice de ses prétentions et de ses ambitions, même de celles de conscience? La vraie humilité c'est le contentement.

* * *

Ne méprise pas ta situation; c'est là qu'il faut agir, souffrir et vaincre. De tous les points de la terre on est aussi près du ciel et de l'infini.

* * *

Le respect mutuel implique la discrétion et la réserve dans la tendresse même, le soin de sauvegarder la plus grande part possible de liberté chez ceux dont on partage la vie. Il faut se défier de son instinct d'intervention, car le désir de faire prévaloir sa volonté s'y déguise parfois sous l'aspect de la sollicitude.

* * *

Liberté, égalité, mauvais principes! Le vrai principe humain c'est la justice. Et la justice envers le faible, c'est la protection ou la bonté.

AMIEL.

L'INTELLECTUELLE

M. Etienne Lamy fait les remarques suivantes sur l'évolution de l'intelligence masculine:

"Dans les siècles qui ont précédé le nôtre, les sciences étaient moins étendues; l'homme, en se consacrant à elles, satisfaisait par l'étude une vocation désintéressée et tenait pour récompense suffisante de chercher utilement le vrai...

"Tout cela est changé et, de plus en plus, disparait. Les sciences d'observation se sont à ce point accrues que force est de choisir entre elles et de se restreindre à des portions plus restreintes de chacune, quand on y veut devenir maitre. Les hommes qui les étudient leur demandent de plus en plus un gagne-pain; ils poussent à l'extrême cette dispersion inévitable. Chacune ne songe guère qu'à devenir une "spécialité", chercher un infiniment petit qui se soit dérobé à l'attention, en faire sa chose et en vivre. L'effort, loin de remonter aux principes, descend vers les dernières applications, et l'on aime mieux découvrir un procédé qu'une loi. Car les principes laissent mourir leur homme et le procédé l'enrichit...

"Ainsi tend à disparaitre l'esprit philosophique, la sollicitude des idées générales et l'occupation de chaque heure dissout l'intelligence de la vie." (1).

Grave danger social, qui a pour conséquence l'enlisement de l'intelligence dans la matière.

L'antiquité, dans la période de décadence, a connu le même péril, pour des causes différentes, mais avec de semblables effets: l'homme cessa d'avoir le culte désintéressé de la vérité.

Alors on vit, mystérieuse réaction du corps social en défense, l'ardeur du travail intellectuel passer des hommes aux femmes. Une patricienne, de la race des Gracques et des Scipions, héritière de Paul-Emile, sainte Paule, entourée d'un groupe nombreux de nobles femmes, entreprend les études les plus ardues.

Elle se met à l'école de saint Jérôme: "En vain, écrit le grand et rude exégète, je résistais à ses instances, force m'était bien d'y céder, et de me résigner à lui enseigner ce que j'avais appris, non pas certes de moi-même et de ma présomption, le pire des maitres, mais des plus grands hommes de l'Eglise. Si parfois j'hésitais et confessais ingénuement mon ignorance, cela ne me sauvait pas: Paula exigeait que je lui exposasse du moins ce qu'avaient pensé les divers interprètes, et quelle était entre toutes ces explications celle que je préférais."

La sainte apprend l'hébreu et y réussit. "Je vais dire, écrit encore saint Jérôme, une chose qui paraitra incroyable, mais qui, pourtant, est très vraie: la langue hébraïque, qui m'a coûté, pour le peu que j'en sais, tant de peine dans ma jeunesse, et que je poursuis encore assidument tous les jours, de peur que, si je venais à l'abandonner, elle ne m'abandonnât elle-même, Paula entreprit de l'apprendre et l'apprit si bien qu'elle parlait cette langue avec une correction parfaite sans y rien mêler du latin et qu'elle récitait tous les psaumes en hébreu".

Et telle est l'influence intellectuelle de Paula et du groupe de femmes instruites qui l'entourent qu'on doit à leur demande et à leur ténacité les deux gigantesques et glorieuses entreprises de saint Jérôme, la *Vulgate* et l'interprétation des Prophètes. Ces ouvrages sont dédiés à Paula et à Eustochium.

Admirable preuve du rôle social que peuvent jouer dans le monde des femmes instruites et chrétiennes!

Verrons-nous, avec le développement de l'instruction féminine, se reproduire le même phénomène? M. Etienne Lamy le pense: "Tandis que les hommes deviendront plus techniques, les femmes deviendront plus intellectuelles. Elles se trouvent mieux placées pour voir les rapports qui unissent les diverses sciences et qui les subordonnent à la source commune et unique de vérité dont toutes descendent. Et nous semblons marcher vers un temps où les femmes deviendront les conservatrices des idées générales".

(1) Etienne Lamy, *La Femme de demain*, page 42.

DIMANCHE, A L'ORATOIRE

LA GRANDE MANIFESTATION OUVRIERE CATHOLIQUE AURA LIEU DANS L'APRES-MIDI.

Tous les ouvriers catholiques de la ville doivent se faire un devoir d'assister à cette cérémonie. Ce sera la première fois que le travail se rend officiellement à l'Oratoire St-Joseph. Il faut que la fête religieuse du travail de cette année éclipse toutes les précédentes et marque l'ère d'une célébration nouvelle.

Les gardes militaires de la ville et les compagnies de zouaves sont cordialement invitées à y assister : elles pourront prendre place auprès de l'autel.

La cérémonie a lieu en plein air. S'il y avait pluie, elle se déroulera à l'intérieur.

Après la cérémonie il y aura vénération de la relique.

"Tous les travailleurs catholiques de cette ville et des environs sont cordialement invités à assister à la grande manifestation ouvrière catholique qui aura lieu dimanche après-midi, à trois heures (non pas 3 h. 30 comme il avait été précédemment annoncé) à l'Oratoire St-Joseph. Mgr G. Gauthier, administrateur du diocèse de Montréal, insiste auprès des ouvriers catholiques pour qu'ils se rendent en masse à cette grande manifestation de foi. MM. les curés des paroisses de la ville ont été invités à annoncer dans leurs églises respectives cette célébration religieuse de la fête du travail.

On compte sur une foule immense. La Cie des tramways a organisé pour la circonstance le meilleur service possible de tramways. Le service d'ordre sera aussi parfait. Les tramways commenceront à circuler à 1 heure p.m.

Le programme de la manifestation est le suivant : Recommandation aux prières. — Cantique et chant en choeur par la foule. — Allocution par le R. P. L. Lalande, S.J. — Cantique. — Salut solennel du Très St-Sacrement. S. G. Mgr Gauthier officiera.

La réclame

Les Américains, les Anglais et aussi les Français s'imaginent être les maitres dans l'art de la réclame.

Peut-être pourraient-ils recevoir quelques leçons des Japonais.

Dans tous les cas, voici la reproduction d'un prospectus dont un libraire de Tokio a littéralement inondé cette ville:

"Avantages procurés par notre maison...

"1. Prix aussi bas que ceux des billets de loterie;

"2. Livres aussi élégants que les jeunes femmes qui chantent dans les concerts;

"3. Impression nette comme du cristal;

"4. Papier aussi épais que le cuir d'un éléphant;

"Clients traités avec autant de courtoisie que sur les bateaux à vapeur, quand il y a concurrence;

"6. Abondance d'articles, tout comme dans une bibliothèque publique;

"7. Expédition rapide comme un boulet de canon;

"8. Paquets emballés avec autant de soin et d'attention qu'en met une jeune mariée quand elle envoie quelque chose à son époux adoré;

"9. Tous les défauts ordinaires aux jeunes gens, tels que la paresse et la dissipation, seront radicalement guéris chez eux s'ils veulent bien venir faire de fréquentes visites à notre maison;

"10. Nous offrons encore des avantages en si grand nombre que la langue ne peut les énumérer."

Ce libraire a bien fait de s'arrêter...

...A ce train-là il allait offrir ses bouquins pour rien!

Adoration nocturne

Les adorateurs sont convoqués pour dimanche soir le 3 septembre, à 7 heures 30, à la maison-mère des Soeurs de la Providence, rue Fullum, pour l'office des Quarante heures.

Coupon graphologique

Esquisse graphologique de JEAN DESHAYES,

— AU —

"NATIONALISTE"

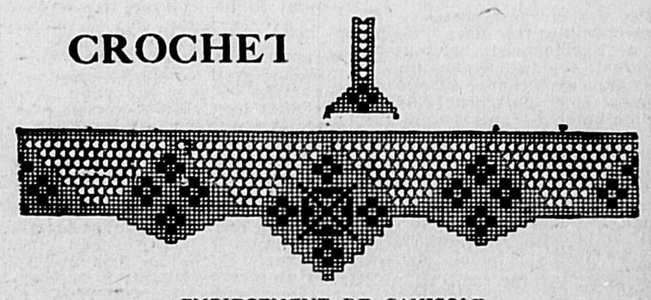
3 SEPT. 1922 *Bon pour un mois*

Un coupon valable et 25 sous en timbres-poste doivent accompagner chaque envoi.

Tout manuscrit doit être à l'encre, sur papier non-rayé. Ne pas envoyer de copie.

Adressez: Jean Deshayes, le "Nationaliste", Montréal.

CROCHET



EMPIECEMENT DE CAMISOLE

Employer 3 balles coton no 70 et crochet d'acier no 12. Suivre le diagramme et répéter pour le dos. Faire la bande de l'épaule en suivant schema de A à B.

Le Nationaliste presents republican side of Irish affairs. The Daily Press confines itself to the free state aspect. Our readers are therefore conversant with both points of view.

Ireland cannot be conquered

By Miss Mary MacSwiney, T.D.

Padraig Pearse and his associates proclaimed the Irish Republic in 1916. In defense of it they met the doom that the tyrant, relying on Might against Right, always exacts when the path of empire is crossed by an apostle of freedom. Despite the tyrant's iron heel, the imperishable unconquerable spirit of liberty lived on. The latent heroism of the nation was aroused , and an inspired people determined that, come what may, their Motherland must be accorded, to the full, the treatment promised to small nations. In other words, she must be free.

The people of Ireland to this end elected a pledged Republican Legislature, know as Dail Eireann; invested it with full supreme powers; and entrusted to its care and custody the liberty and defense of the Republic, the people and the people's rights. That supreme legislature unanimously in the people's name adopted the Republican form of government proclaimed by Pearse and his heroic comrades in 1916. Its members solemnly swore by Almighty God to maintain and defend it against all enemies, foreign or domestic, and to keep it functioning as the sovereign parliament of a sovereign people. It guaranteed the people's rights. The people owed it allegiance and it possessed the right to exact if necessary such allegiance The last act of that sovereign parliament of the people was to record its unanimous approval of a pact of peace, and in accordance therewith it declared an election for certain constituencies in Ireland to return new teachtai to the third Dail. The election was held but the pact of peace was broken—broken by one of the signatories of the treaty with England, under the self same threats of "immediate and terrible war" as those before which he quailed and failed in the trust committee to his charge at Downing street. A third Dail was elected but it did not meet. The usurping Provisional junta, led by the Downing street apostates, cancelled the adjourned meeting of the old Dail without consulting it and declared war on the Army of the Republic in the Four Courts without consulting the new Dail.

Like Luther and all other apostates, they make war on all the cherished ideals and beliefs of those with whom they held former communion, and on all who dare to remain true to those ideals. In their insensate hate, urged on and equipped by their newly discovered god, England, they declare their determination to lay waste the lands, to reduce the cities and towns to ashes and to turn the emerald green fields red with the blood of Irishmen. Over the mangled remains of all that is true and noble in Irish manhood they will march to power and eminence in their desperate effort to enthrone their "little yellow god"—empire domination. From that eminence, kneeling at the feet of their good King George, they will survey the desert remains of Southern Ireland and exclaim: "Sire, we have rid you of those troublesome insects. We have stamped them out."

THE PEOPLE'S RIGHTS

Dear reader, you and all who own property, houses, stock, etc., will suffer most in that stamping out process. The men who are defending the Republic will defend it to the death. They will not be stamped out in a week or a month, nay, in a year. Like the spirit of Easter Week, that selfsame Republic will continue to rise, Phoenix-like, from the ashes and ruins of your towns and villages when the modern Cromwell has passed on his way.

The usurpers of constituted authority in accepting the dictates of Lloyd George and Winston Churchill, acknowledge responsibility to these tyrants, and in refusing to summon the third Dail they deny responsibility to the supreme authority of the people and the people's rights. They cannot claim to act with the authority of the people since Dail Eireann, the supreme Parliament of the people, has not yet assembled to declare its will, and to declare who shall represent and assert that will. The Supreme Court established under Dail Eireann, has been suppressed in Dublin to prevent its giving a decision on the illegalities of the usurpers.

The Army of the Republic, attacked in this manner, had no other option than than to fight or surrender. Only an army of traitors or cowards would surrender without a struggle the charge committed to its care. That charge is the maintenance and defense of the Republic and the people's rights under the Republic. Until Dail Eireann, sitting in session, in accorance with existing decrees of An Dail, decrees otherwise the army will continues to resist all attacks of Britain and British allies, and to defend the Republic against all enemies, foreign or domestic. So help us, God.

People of Ireland, it is your interest as it is your duty to help by every means in your power the army defending your rights and thus assist in keeping the ravages of war away from your own cities and towns—nay, even for your own hearths and homes. Remember, if it ever does come near you it will then be too late, perhaps, for you to assist—too late for you to avert the dire consequences of your present non-possumus attitude. Be up and doing while yet you may—render what help you can and encourage others to help also. When the Republic numbers off its friends and they are legion, ensure now that your name will appear on the roll of honor. For God and Ireland free, unto death. May God defend the right!

RIGHT AGAINST MIGHT

Since the world be gan the struggle has been Might against Right, and always Might has conquered, or seemed to-testing our faith and drawing from the depths of broken hearts. "Why?" "How long, O Lord, how long?" Yet again and again we have seen the triumph of failure; the weak chosen to confound the strong; the justification of lost causes.

Look backward through the pages of history and note that faith has always triumphed; the opportunist and the coward have, in grasping at the material, only, found it but Dead Sea fruit.

This cause of ours is a great one, and needs great souls to pilot it to success. The great ones spoke in 1916 and their words awoke an immediate echo in the hearts of souls attuned to greatness. Others hesitated, wondered, feared, but as the glory of 1916 spread through the succeding years of struggle and of triumph they, too, came to believe that their eyes would see the promised greatness of our beloved land.

And then came the test and many fell from faith once more. The treaty held so much promise of peace and prosperity; it was fathered by men whose names had become household words— honored and loved; its rejection meant more suffering and we were weary.

The British Empire is Might personified, but we face it boldly and unafraid. We shall uphold the Right while a man or woman who believes in the Republic yet lives. And the greatness of our faith shall be the measure of our success. Courage, then! If some have grown timid let them take heart again. Recognize that England is the enemy still and unite against her. Ireland is weak and disunited, you say, what chance can we have against the might of the British Empire? Was not France weak and disunited once, and an English king enthroned in Paris? And France was not saved by her men of arms alone. , God chose the weak ones of the earth to confound the strong, and St-Joan of Arc rallied the fainthearted to battle and to victory.

This fight of ours is Right against Might—Justice against Exploitation—the fight of God against Mammon. And the end is victory for the Republic. There is no failure possible for those who have the will to win, when their cause is just.

IRISH NEWS

Poblacht Na h-Eireann, July 26.

We have received copies of the correspondence sent to Richard Mulcahy by Commandant General Frank Aiken, officer commanding, Fourth Northern Division, before the "capture" of Dundalk. The commandant general recognized the authority of Free State G. H. Q., but could not bring himself to fire upon the I.R.A. He wrote to Mr. Mulcahy under date of July 6 urging him to call an immediate truce in order that the army and the authority of the Dail might be saved from the disaster which threatened it as a result of Mr. Collin's breach of the pact of May 30. He appealed to Mr. Mulcahy to realize that if the war continued the morale of all Irishmen would suffer.

On the 15th Commandant General Aiken addressed another eloquent appeal to Mr Mulcahy: "Are you prepared," he asked the Minister of Defense, "to carry on a war with your own people to enforce that oath of allegiance to England while you have a splendid opportunity of uniting the whole nation to fight against it with success?"

Next day Commandant General Aiken and 250 of his men were placed under arrest.

AN IMPERIAL LOAN

Poblacht Na h-Eireann, July 29.

The following is an accurate copy of a receipt given by Quartermaster General Sean McMahon of the Free State forces. It is signed in General McMahon's own handwritting. Our readers will note the recognition of the imperial military authorities and the date of the lending by those authorities of the two armored cars for the attack on the Four Courts;

"Received from the imperial military authorities two armored Rolls Royce cars complete with vickers guns.

"I undertake to return these cars to the imperial military authorities after the complexion of the operations for which they have been sent.

'Sean McMahon."

"Q. M. G., for Chairman, Provisional Government, Quartermaster General's Department, June 28 1922.

CIVIC GUARD MUTINY

On July 26 there was mutiny among the Free State Civic Guard at Wellington Barracks. They wanted to leave the barracks and demanded to be either dressed as soldiers or only to do ordinary police work, as they say they will not be branded as Black and Tans, which is really their position at present. There would have been a nasty row but for the intervention of the officer commanding. This batch left on the 27th and have been replaced by members of the same force.

THE REAL WILL OF THE PEOPLE

Poblacht Na h-Eireann, July 29.

The Cork Examiner of July 25 publishes a report of a conference held by the Kerry Farmers' Union and Commercial Representatives at Tralee. The conference unanimously "called on the Speaker of the Dail, the Kerry and Limerick members of Dail Eireann and Farmers' Representatives to insist on a meeting of the Dail Eireann to be held at once to restore peace to Ireland without prejudice to national rights."

"DON'T HIT THE IRISH VOLUNTEERS"

The following is an extract from a letter of Terence MacSwiney, written on November 3, 1914:

"Don't, I ask you, do anything to hit the Volunteers—I mean the original body who stand for Ireland apart from the empire. Our whole hope depends on them. I hope Redmond's men will be saved despite of Redmond, but I believe Redmond's move is part of a plan to secure the Volunteers as an Imperial force on territorial lines. If we become bound to the empire by a sort of national territorial force, I think it will be the worst stage we have ever reached in our history. But the confusion into which the recruiting sergeants are thrown gives me hope that the danger is now definitely past.

"Let us save Ireland and the future of the language is safe. I am as sure of that as I am that I hold the pen in my hand—and that is sure enough."

"Bound to the empire by a sort of national territorial force" exactly describes the Free State planned for us by Collins. But Terence MacSwiney never dreamt that what we were witnessing now could ever take place—that an Imperial army of Irishmen should be fighting the loyal Republican Volunteers in order to "blind" them by force to the British Empire.

ENGLAND & AMERICA

Qbout the time that the newspaper offices were being flooted with the advance sheets of the Jefferson "interpretation" of America, Lou Rowley, who probably wields the ablest pen in Michigan, wrote for the Detroit Freee Press this eloquent interpretation of American ideals and principles. Said Mr. Rowley: "We sincerely hope that Sir Philip Gibbs is a true prophet when he says that all signs point to fair weather ahead between our two English speaking people,' but we fear that he speaks rather as a friend of peace and humanity than as a typical British imperialist when he avers that this hopeful outlook 'is due to a general acknowledgement on both sides the Atlantic that on broad issues our trend of throught, our desire for the future world, and our way og looking at things was very simimar.' This language does credit to Sir Philip's heart and international vision, but it does not reflect the feeling or the aims of the governing forces of his country."

We hope that no one will do us the injustice to think that in saying this we are actuated by an unreasoning antipathy to England. But neither do we forget that the British imperial government is something entirely apart and distinct from the British people. We believe that that government is just as selfish and inscrupulous as any other imperialistic power in Europe. It has been frankly exploitary, arrogant and agressive in its foreign policies. John Bright said that more crimes had been committed in the British cabinet room than in any other place in the empire; and his statement has never been seriously challenged. England exercices dominion over a large part of the earth, and this dominion it proposes to retain at whatever cost.

"We are irreconcilably opposed to entering into an alliance with her to bring the glad tidings of 15—inch guns to the heathen of Africa or Christianize the people of Asia and the islands of the sea with the gospel according to St-Dupont and prove our Anglo-Saxon doctrine orthoWox by apostolic blows and knocks. We want to be friends with her, just as we want to be friends with all other nations. We were antagonistic in war in the pre-Armageddon past; we should be comrades in the peaceful conquest of the future. And even if Americans should commit the incredible folly o-v presis ting in the recent radical departure from the policy which guided their nation for more than a century and a quarter and carry the Wilsonian brand of freedom to the benighted sons of Adam in every part of the globe, we want a less selfish and grasping partner than England.

"The experience we have had of her as an enemy, as a neutral and as an ally warns us against venturing with her in a game of mandatory exploitation. We fought her from Saratoga to Yorktown, from Lundy's Lane to New Orleans. We sank rebel pirates fitted out in her ports. Her language is our language—if her race is made up of Germans, Irish, Latins, Greeks, Bohemians, Poles, Russians and Africans. We will trade jack-knives with her to the crack of doom. We will exchange bouquets with her until she is summoned to rehosophat, but for striking a hard and fast alliance with her to hold, occupy and possess the world properties she has colonized or appropriated, the Lord Northeliffes and the Lloyd Georges may wag their tongues until, as the poet John Hay says, 'the cows come home'—and then we won't do it! What England has grabbed let her keep—if she can. But an overwhelming majority of Americans are resolved that never again shall United States become the dependent ally of any foreign power."

COUNT PLUNKETT REPLICS TO BISHOP TURNER

26 Upper Fitzwilliam Street
Dublin, August 9, 1922.

To the Most Rev. Dr. Turner,

Bishop of Buffalo, N.Y., U.S.A.

My Lord:

I have read in today's Independent a report of expressions attributed to you regarding the political situation and the present war in Ireland. Though the words have been carefully "censored" by the Free Staters, I suppose the statement to be substantially yours. I am ashamed to read it because it shows how Your Lordship is deceived and how you have been committed to a judgment which is against justice and liberty.

HOW IRELAND WAS BETRAYED

Certain envoys empowered to discuss terms between Ireland and England, Irishmen who took an oath of allegiance to the Republic, and were pledged to Irish independence, betrayed their trust and betrayed Ireland. But no matter what personal bargain they made with the English Cabinet they could not give away our national rights. On their return to Ireland they told us they had agreed—though they had not authority to agree to anything on our behalf without the consent of the Cabinet and people of Ireland—they had agreed to terms that were against our right to independence, under threat of an "immediate and terrible war.. if they refused . They used the same threat to snatch from the Dail a majority (of seven) in approval of the "articles of agreement." Assuming that these envoys yielded then to English threats and that the majority of the Dail also surrendered to fear, are terms forced by duress binding on conscience? If so, no nation is justified in fighting for its freedom after a surrender to brute force. I think a little re-reading of the history of American independence would dispel the assumption that liberty, the complete self-control of a nation, is on a level with ward politics, and that the personal defeat of a man requires him to accept subjection for his country and the sacrifice of principles that God has planted in our hearts.

THE MALIGN FORCES AT WORK

If we were swayed by personal ambition we could make things confortable for ourselves at Ireland's cost. The Free Staters have taken control of the money America gave for the maintenance of the Republic. They have such amounts in taxes as they could force from the people. They have the financial and military backing of England, whose interests they maintain by the "constitution" which they have drafted on the basis of the so-called "treaty." (This "constitution" has never been submitted to the people and has never been before the Dail, which has never met since the June elections —hence the so-called "Ministers" have even made war without the people's authority!) The Free Staters have England's artillery with English gunners to work against us—they use English gunboats to land on Irish shores!

SLANDERING REPUBLICAN LEADER

And we, who are faithful to the Republic?? Oh, we, like our forefathers, have the hillsides, the freedom of storm and rain and prison and death and heats-sickness at the betrayal of the cause of God and humanity by our kith and kin. De Valera, whom you are not ashamed to insult, what "ambition" is he out to fulfil? He is chancellor of his university and his desire in peace would be to devote his hours to the study of higher mathematics. And this gentle scholar is a hillsider, an "outlaw" for principle with the prospect of leaving his young wife a widow (as Cathal Brugha did) and his children helpless orphans. And so on, with the long roll of men of brain and culture and faith and courage who have taken up the flag of the Republic as it fell from the hands of the heroic thinkers whom England slew after Easter Week.

SACRIFICES BY PLUNKETT FAMILY

I think I am entitled to write to you thus freely. I willingly left a life of "ease" and "dignity" for the prison and exile. My large-hearted wife has shared all these with me. My eldest son, a poet and a deep student of affair, was shot in prison after the surrender of Easter Week. My two living boys, gently reared, have gone cheerfully from one hardship to another during the past six years. After the desperate danger of the Four Courts they are in Mountjoy Prison, where the elder of them was wounded lately, being shot at by one of his "guards!" And now are they to be threatened with ecclesiastical terrors for their fedelity to their duty and to Ireland's liberty?

REPUBLIC STILL LIVES ON

The Republic was established and has never been disestablished. It is. It has functioned through Dail Eireann, its Cabinet and all its departments, displacing foreign authority and power throughout Ireland. It has been and is being maintained by the Irish Republican Army that has remained faithful.

To deceive the people with a false pretense and to recruit among the ignorant and confused the officers of the "Provisional Government" daily advertise their force as the force as the "Irish Republican Army"—a brutal hypocrisy seeing that they employ it to destroy the Republic.

The so-called "Provisional Government " was never set up by the people nor recognized by the Dail, but owes its existence—if it exists —to certain acts of the British Parliament, which declare the partition of Ireland—a vile, unnatural division which the Irish people (including the Bishops) have repudiated.

BATTLING FOR CLNSTITUTIO

We are therefore fighting the battle of the existing Constitution of the Tepublic of Ireland. We will not abandon our national rights for which we have fought so long We have a considerable portion of our country still in our hands and we believe that in spite of the "terror" the Irish people will ere long, with God's help break the unlawful of anti-Irish Irishmen as they broke the openly English Black and Tans.

I remain , my Lord,
Yours faithfully,
G. N. Count Plunkett.

T.D., Leitrim and North Roscommo

HOW IRELAND CAN SECURE PEACE

By Daniel Corkery.

Thlse that cry peace, peace, that keep on crying that holy word with such bitter tongues, hoping that the mere singing og the word itself may bring itself that their souls, and indeed all our souls, hunger for —those that do this vary their activity with crying lut: "Politics! Politics! We're all sick of politics! Let us have peace and we're done with politics! Let us make an end of politics and there's peace!"

Beautiful and simple! And yet in Ireland one has always been the opposite of the other. When politics become active (and without strenuous activity politics has never achieved anything in Ireland) there is never peace. And whenever there have been periods of deep in Ireland politics has gone dead—and Ireland sick!

In other countries it is not so. Politics rises falls, grows active and sinks down again, but, glowing or cold, all the time there is peace; the nation goes about its business —as is right and natural. Why has it always been different in Ireland? For the simple reason that politics in Ireland has never been only politics. The basis has been always different.

Had Ireland accepted the Free State and become at last the happy British child that it was 70 years ago in the schoolbooks, then politics in Ireland had become at last just politics, and no more. But that has never happened. Ireland has not yet accepted it; and so politics keeps among us its Irish complexion stilll. To keep on crying out: "Politics! We're sick of politics!" is so much wasted breath. What had politics to do with the shelling of the Four Courts? The Labor Party at least seem to understand that it had nothing whatever to do with it. The attack on the Four Courts was a war necessity—a necessity in the old war of England against Ireland, and pothing else.

DO YOU WANT PEACE?

Peace can be obtained in two ways, and in two ways only:

We can have peace by surrendering to England's will or we can have peace by uniting the people and demanding full and complete freedom.

If we choose the first cours nothing less than a miracle will ensure that the result will be more than a temprary peace. Even the blindest pacifist among us must admit that.

Let us see what the adoption of the second course, would entail. "War, immediate war, of course," will be the reply of unthinking people. Those inthinking people are wrong.

If England thought that she had the smallest chance of subduing our people by force of arms, she would never have entered into peace negotiations with us or have agreed to the truce of July, 1921. That is an out-standing fact which the majority of the people do not yet appear to have realized, and it is the grasping of this fact which can now furnish us with a solid basis for a permanent peace.

Remember, the Irish Republican Army's organization, its supplies of men and material in 1921 were as nothing compared with the I.R.A. of 1922. If last year the army , with the solid support of the people behind it, was capable of defeating the British Empire, of making her seek a truce, there is not the smallest shadow of doubt that the I.R.A. of 1922 can secure for us full freedom and a lasting peace. England fully realizes this fact. She knows that a united people behind our present army can defy her, and this is the source of her overwhelming anxiety to have the treaty—that mockery of freedom—accepted.

Do not let us be fooled in this matter. If you, the people of Ireland, will but stand firmly and unitedly behind the army of today there will be no war. There will be "immediate and permanent peace" in place of the "immediate and terrible war," with which the wizard from Wales tries to force a shameful treaty upon you.

Are you going to let yourself be victimized by British bluff?
victimized by British bluffH

Le Devoir vous donne en un an plus de matière à lire, et autrement plus variée, que si vous achetiez cinquante volumes de format ordinaire, à 75 sous chacun. Cela vous coûterait plus de $35. Le Devoir coûte, lui, 5 sous par mois, $6 par année.

La Vie Sportive

LES GROSSES BOURSES A LA BOXE ONT-ELLES VECU ?

La nécessité d'une réglementation internationale dans le sport du pugilat — Quelques opinions britanniques.

Comme les journaux américains et canadiens, les grands quotidiens d'outre-mer commencent à faire la lutte contre les boxeurs. Le "Figaro" vient de faire une revue intéressante des derniers commentaires de la presse anglaise et on verra qu'il a raison en lisant ce qui suit:

" La match Carpentier-Dempsey constituera-t-il le record des bourses et des recettes? On peut le penser, tout au moins si l'on considère un avenir limité à quelques années. Certes la vie est chère, mais plus cher que tout se font payer les grands tenors du ring. Si, sur les 16 millions de francs perçus à l'entrée de la vaste enceinte de Jersey City, le 12 juillet 1921, l'organisateur a encaissé un beau bénéfice, il ne faut pas oublier que le match Lardoux-Criqui, bien que sa recette n'ait atteint près de 500,000 francs, s'est soldé par un déficit à la charge des promoteurs.

Il ne viendra à l'esprit de personne de contester aux grands champions le droit de tirer de leur valeur pugilistique le bénéfice maximum; mais c'est également le droit du public de marquer son mécontentement en renonçant à un spectacle trop dispendieux. Et c'est infailliblement ce qui arrivera si les prétentions du monde qui boxe et fait boxer continuent leur ascension.

La revue la "Presse Anglaise" publie à ce propos de sévères réflexions empruntées à des confrères anglais sur le match Carpentier-Ted Lewis, qui a eu lieu il y a deux mois à l'Olympia de Londres:

Le "Daily Stretch" dit:

"Une immense foule a payé des demi-guinées, des guinées, des sommes allant jusqu'à dix guinées pour obtenir le privilège d'observer un combat entre un Anglais pesant moins de 150 livres et un Français de taille, d'allonge, d'habileté et d'expérience supérieures, dont le poids était de 173 livres. Il a fallu à Carpentier 150 secondes pour donner la preuve qu'il était le meilleur homme."

Le "Star" s'exprime ainsi:

"Après le "combat" du 11 au soir, nous commençons à penser que des affaires de ce genre consistent en deux parties principales, ce qui est pour et ce qui est contre. Entre les deux, il y a peut-être quelques incidents malpropres qui représentent le combat mais d'une importance de moins en moins grande. Cependant chaque fois, le public offre son argent et chaque fois, il s'en va paisiblement sans les marchandises. Un moraliste pourrait dire que ceux qui paient pour voir leurs semblables combattre méritent d'être déçus, mais tandis que la devise des lutteurs professionnels est: "Point d'argent, point de combat", nous disons que celle du public pourrait bien être: "Point de combat, point d'argent".

Parlant enfin du projet de match revanche Carpentier-Dempsey, les "Daily News" donnent leur opinion dans les termes ci-dessous:

"Nous croyons que le cri poussé par la presse britannique contre le match-revanche de boxe proposé, en Angleterre, entre Dempsey et Carpentier reflète l'opinion générale du public sportif. Le public paraît enfin commencer à avoir assez de ces matches soigneusement "manufacturés" qui sont dénués de conclusion. D'ores et déjà, Dempsey a incontestablement démontré son immense supériorité sur Carpentier. Quelle autre raison y a-t-il d'un autre match, qu'un moyen de procurer des bénéfices fabuleux aux promoteurs et aux deux protagonistes, aux dépens d'une multitude abusée? Malgré la charité calculée d'allusions à l'éventualité de voir la chance tourenr du côté de Carpentier, Dempsey, mieux que tout autre, doit savoir que, suivant toute probabilité humaine, le "combat" ne peut être rien qu'une farce. L'idée même de ce combat doit répugner à tous les véritables admirateurs des sports, comme une insulte à leur intelligence".

En effet, on est tout naturellement conduit à penser que la revanche dont on parle n'a pas essentiellement un caractère sportif, que l'espoir d'une nouvelle recette fabuleuse pousse les organisateurs à la réaliser. Et ce grief a une singulière valeur en raison des événements récents.

La Fédération française de boxe, qui, la première, a établi des règles précises pour les qualifications, les délais, l'enregistrement des défis, et qui a examiné tous les cas afin d'assurer aux matches toute la sincérité désirable, n'a pas rencontré en Angleterre et en Amérique l'appui sur lequel elle comptait.

Or aujourd'hui, on reconnait que la France avait raison. Les Américains viennent de retirer son titre de champion du monde des poids plume à Johnny Kilbane, qui, vivant sur sa réputation, — il était champion depuis 1912, — refusait de mettre son titre en jeu ou émettait pour cela des prétentions financières énormes. Dempsey lui-même est mis en demeure de rencontrer Harry Wills, le fameux nègre poids lourd. En Europe, le Belge Wyns a dû être menacé de disqualification pour disputer un match pour le titre de champion d'Europe contre le Français Criqui.

L'argent, toujours l'argent.

Tant va la cruche à l'eau... Les boxeurs et leurs managers comprendront qu'ils ne doivent pas tuer la poule aux oeufs d'or.

Un vieux sport qui ne meurt pas

LA COURSE DES SPHERIQUES

On aurait pu croire que l'avion allait pour toujours détrôner le sphérique et le ranger au nombre des sports désuets, mais le ballon libre a ses fervents et parce qu'il demeure un instrument précieux de recherches et d'expériences, et parce qu'il exige des pilotes de grandes qualités.

De l'énergie d'abord, car il en faut pour "tenir" au long de ces randonnées à la merci des variations atmosphériques. Il demande aussi de l'adresse et de l'intelligence. Si le pilote le plus énergique a des chances, le plus scientifique peut le battre. Par l'étude de l'atmosphère et de ses courants, par l'interprétation des données qui lui sont fournies au départ par les services aérologiques qui, minute à minute, enregistrent les moindres variations, il est à même de gagner par sa manoeuvre.

C'est de cette lutte constante contre l'élément qu'est faite la volupté de l'ascension libre et ceux qui l'ont connue le sauraient plus s'en passer.

En créant son challenge, James Gordon-Bennett avait exprimé le désir que l'Aéro-Club de France organisât la première épreuve. Ce fut le 30 septembre 1906, aux Tuileries, que les 16 concurrents prirent le départ. La plupart d'entre eux atterrirent dans l'Eure et dans le Calvados: sept risquèrent la traversée. Ce fut l'Américain Lahm qui l'emporta en atterrissant à Filing-Dales, dans le Yorkshire, à 647 kilomètres de Paris, après 22 heures 5 minutes de vol. Le comte de Vaulx (France) se classa quatrième avec 460 kilomètres.

Aux Américains échut donc l'organisation de l'épreuve 1907.

L'année suivante, le départ eut lieu à Berlin, le 11 octobre. Vingt-trois ballons y participèrent. Ce fut le ballon suisse *Helvetia* qui sortit vainqueur.

Victorieuse, la Suisse organisa la coupe en 1909, à Zurich. Dix-sept concurrents se présentèrent. L'Américain Mix atterrit au nord de Varsovie, parcourant 1121 kilomètres. Un ballon français, *L'Ile-de-France*, que pilotait M. Leblanc, fut jeté contre une paroi des Carpathes où il resta pris; ses passagers quittèrent la nacelle et il reprit son vol; il eût été classé second sans cet incident.

A Saint-Louis, le 17 octobre 1910, l'Américain Hawley triompha de 9 concurrents, conservant le trophée aux Etats-Unis qui l'auraient acquis définitivement en gagnant de nouveau l'épreuve l'an suivant.

Ce ne fut pas le cas. Sept ballons s'envolèrent le 9 octobre de Kansas-City. Le pilote allemand Gericke se classa premier avec 758 kilomètres, parcourus en 12 heures et demie.

L'épreuve de 1912 se disputa à Stuttgart. La France remporta une brillante victoire, prenant les deux premières places. Bienaimé alla atterrir à Rybnoyé, au sud-ouest de Moscou, battant le record du monde de distance, en parcourant 2196 kilomètres en 16 heures.

Les Tuileries virent, le 11 octobre 1913, le huitième départ de la coupe.

La guerre interrompit les épreuves annuelles. Ce ne fut que le 23 octobre 1920, à Birmingham (Etats-Unis), que la tradition fut renouvelée. Demuyter (Belgique) gagna la coupe, conduisant le ballon *Belgica* jusqu'au lac Champlain et parcourant ainsi 1769 kilomètres.

A Bruxelles, en 1921, quatorze concurrents prirent le départ et franchirent la Manche. Le ballon suisse, le *Zurich*, que ses pilotes Armbruster et Ansermier poussèrent jusqu'à l'île de Lamblay, après un vl de 766 kilomètres, fut déclaré vainqueur.

C'est donc à Genève que se dispute la onzième épreuve.

Entre les pays inscrits c'est une lutte acharnée pour "tenir" le plus longtemps et le plus loin.

Deux ballons tenaient encore l'air hier: le *Belgica*, du Belge Demuyter, et l'*Uncle Sam*, de l'Américain Honneywell.

L'atterrissage de ce dernier était signalé dans la soirée, à Tapio (Gyorgie), à 40 kilomètres à l'est de Budapest; distance parcourue: 1,060 kil.

Notre champion Bienaimé, qui avait pris contact avec le sol à 6 kil. de Mor (Hongrie) était donc sérieusement distancé. Son concurrent le plus sérieux était jusqu'alors le ballon *Army*, piloté par l'Américain Westover, qui atterrit en Hongrie, à 150 kilomètres de Budapest.

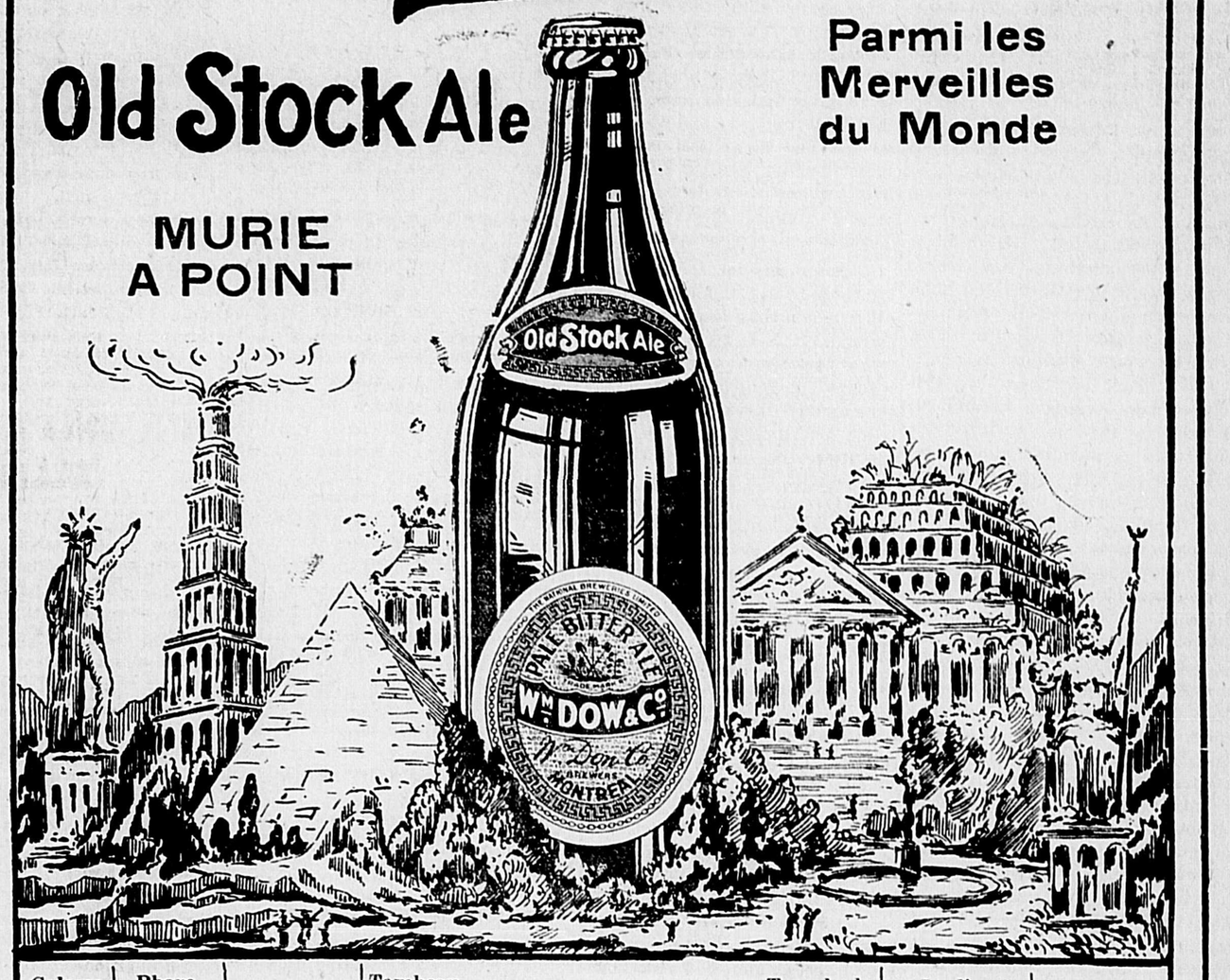
L'information politique inédite, l'article politique indépendant, le commentaire fondé sur les faits, l'examen de toutes choses au point de vue de l'intérêt public: tel est le programme, telles sont les principales préoccupations du Devoir.

Dow

Old Stock Ale

MURIE A POINT

Parmi les Merveilles du Monde



Colosse de Rhodes | Phare d'Alexandrie | Pyramides d'Egypte | Tombeau de Mausole | Temple de Diane à Ephèse | Jardins Suspendus de Babylone | Jupiter Olympien

L'EDUCATION PHYSIQUE

ACTUALITES— LA LEÇON D'ALAVOINE DANS LE TOUR DE FRANCE CYCLISTE.

Il n'est pas de plus dure épreuve ni d'effort si longtemps soutenu où les qualités physiques et les qualités morales soient plus étroitement liées.

Le coureur du Tour de France doit non seulement exécuter une magnifique prouesse athlétique, mais aussi opposer aux pièges de la route une surhumaine énergie.

Si la bicyclette a pu si profondément modifier la vie de nos campagnes, c'est beaucoup à cette manifestation de propagande qu'il faut l'attribuer.

Cette année, la présence de "Jean Alavoine" nous donnait en outre une haute et salutaire leçon.

Cet homme a trente-sept ans. Il roule depuis vingt ans et ses forces semblent avoir atteint leur plénitude, alors que le préjugé courant de l'âge pourrait laisser supposer leur décroissance.

Alavoine a la même souplesse qu'à dix-huit ans et ses muscles, son coeur et ses poumons ont acquis une harmonie plus robuste que par le passé.

Voici qui peut donner à réfléchir à bien des gens de sport, trop tôt lassés, qui décrètent l'unique souveraineté de l'adolescence.

Quant à vous, jeunes "vieux messieurs", qui contemplez trop philosophiquement la proéminence naissante de votre abdomen en prétendant que l'exercice physique "n'est plus de votre âge", pensez au brave Alavoine, aux 400 kilomètres qu'il a couverts chaque jour, pendant plus de deux semaines, tout seul, malgré vents et marées, sur les routes les plus pénibles et à l'allure régulière et formidable de 25 kilomètres à l'heure.

LE PLUS GRAND NAGEUR DU MONDE: "JOHNNY WEISSMULLER".

C'est une gloire tout à fait de saison.

Hier inconnu, "Johnny Weissmuller" fait en ce moment même une stupéfiante moisson de records nautiques.

Weissmuller est un jeune Américain de dix-huit ans, d'origine autrichienne. Il appartient à l'Illinois Athletic Club. Il se signala, il y a quelques mois, comme nageur de vitesse. Depuis lors, il n'a pas cessé de battre des records mondiaux.

Récemment, il est allé aux îles Hawaï pour y rencontrer les célébrités du cru: Kanahmahoku et Kealoha. Il en est revenu, ayant à son actif les temps du 100 yards, du 400 yards, du 500 yards, etc.

Ce qui est remarquable dans le cas de Weissmuller, c'est qu'il est aussi brillant en demi-fond et en fond qu'en vitesse pure. Il abaissera, paraît-il quand il lui plaira, le record du mille.

Pour donner une idée de la classe de cet incomparable triton, nous citerons son record des 400 mètres en 5 minutes 6 secondes, alors que le meilleur nageur français, Padou vient de battre notre national en 5 minutes 51 secondes!

Il est amusant de noter que les compétences sportives ne s'accordent pas du tout sur le genre de nage qui permet à Weissmuller d'accomplir de tels exploits: "strudgeon crawl" ou "crawl?" on discute interminablement à ce sujet dans la presse des Etats-Unis.

En réalité, la technique de la natation est encore dans les limbes. Il doit y avoir là, non seulement question de style et de puissance musculaire, mais plus encore de flottabilité, de forme de "carène", comme pour les bateaux de courses à voiles ou à moteurs dont le dessin des lignes modifie considérablement la vitesse.

En somme, les dons naturels entrent grandement en ligne de compte dans ces histoires de records, ce qui, à nos yeux, d'ailleurs, en diminue sensiblement l'intérêt.

LES FRANçAIS AU TOURNOI DE TENNIS DE WIMBLEDON.

Pendant les éliminatoires, une certaine angoisse avait régné dans le camp français: Mlle S. Lenglen peinait contre ses adversaires: miss Mac Kane, miss Ryan, Mrs Peacock... et les fronts de se rembrunir! et les polémiques de reprendre!

Mais Mlle Lenglen agissait sagement et faisait preuve d'une parfaite maitrise de soi en employant un jeu défensif à l'extrême qui ne valait que par sa régularité et lui permettait de ménager ses efforts.

Dans la finale, seulement, elle donna la réelle impression de sa valeur: agressive, précise, elle triompha sans conteste de Mrs Mallory.

On ne peut se défendre de quelque sentiment de satisfaction en pensant à la déconvenue des journalistes d'outre-Atlantique qui accueillirent avec une si parfaite désobligeance la fâcheuse aventure dont fut victime, l'automne dernier, en Amérique, l'excellente joueuse française!

Mais que cette victoire ne nous illusionne pas sur l'actuelle valeur de notre athlétisme.

Au tennis, nos représentants masculins firent piètre figure en ce même Wimbledon: "Cochet, notre espoir, joueur calme, équilibré cependant, n'existait pas devant les Australiens "Patterson et Anderson".

Aux régates de Henley, notre meilleur "huit", la Société nautique de la Marne, a été battue au premier tour éliminatoire par une simple équipe d'un collège anglais.

Au dernier Roosevelt de Colombes, Anglais et Finlandais surclassèrent tous nos compatriotes...

Puisque sport il y a et que certains mènent un tel tapage autour des Jeux olympiques de 1924, ne pourraient-ils songer à nous y préparer?

D. STROHL.

(La Revue Hebdomadaire.)

LE JEU DE DAMES

CHAMPIONNAT INTERNATIONAL

A moins de malchance extraordinaire, nos représentants devraient nous revenir avec la coupe Caron et le titre de champion d'équipe d'Amérique.

En effet, lundi soir dernier, ils ont gagné leur première rencontre à Fall River, Mass., par le score de 5 à 3 et mardi soir ils ont gardé cet avantage d'un point en se divisant les honneurs. Score 3 à 3.

Jeudi à Southbridge ils ont marqué leur arrivée dans cette ville en ajoutant un autre point d'avantage à leur crédit. Score 5 à 3.

Que feront-ils les autres jours? Nous avons toute raison d'espérer qu'ils sauront augmenter l'avantage déjà pris.

Nous devons les féliciter pour leurs brillantes victoires jusqu'à ce jour, et si nos espérances ne sont pas déçues, nous prions tous les joueurs de dames de se rendre à la gare Bonaventure, lundi soir prochain pour huit heures, afin de faire à ces braves damistes, une ovation digne de leur succès.

Les lecteurs comprendront que nous ne pouvons pas donner le programme de la soirée, car nos Montréalais n'ont pas encore le titre en poche et la coupe Caron entre leurs mains, et au cas d'une défaite, tous les préparatifs ne seraient d'aucune utilité. Mais s'ils sont victorieux, nous pouvons dire que ces messieurs seront dignement reçus, tambour battant, etc., etc.

Comme nous n'aurons pas de journaux pour nous annoncer les derniers résultats, nous prions les amateurs de regarder attentivement une des voitures de la procession de la fête du Travail, où nous annoncerons le score officiel.

M. Arthur Ready et M. Jos St-Jean se feront un plaisir de vous fournir de plus amples détails, ainsi que votre humble serviteur.

Les damistes ayant des automobiles sont priés de les mettre à la disposition de la Ligue, pour cette réception, qui se finira à la palestre du National, où les portes seront toutes grandes ouvertes, entièrement à la disposition du public damiste, pour féliciter nos Montréalais de leur victoire.

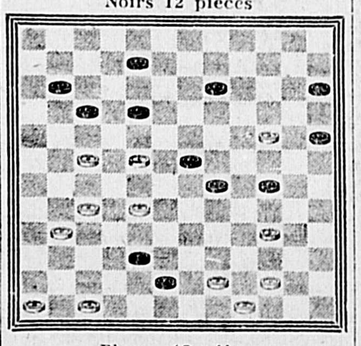
En foule lundi, si nous sommes vainqueurs, à la gare Bonaventure à huit heures.

Problème no 125—Fin de partie

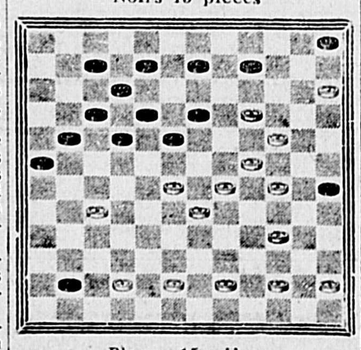
Par M. W. Labrecque, président de la Ligue, en jouant contre un officier de la Ligue.

SOMMAIRES DES TROIS PREMIERES RENCONTRES.

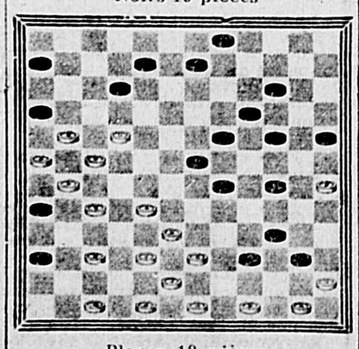
Lundi 28 août, Fall River Mass.
Ottina L. 1 vs Beuregard E. 0.
Tanguay A. 0 vs Beauregard W. 1.
Bleau J.-A. 1-2 vs Paquette O.-J. 1-2.
Lafrance W. 1-2 vs Lafrance A. 1-2.
Dussault R. 1 vs Voghel H. 0.
Paquette L. 1-2 vs Authier J. N. 1-2
Totaux 3 1-2 — 2 1-2.
Mardi 29 août, Fall River Mass,
Ottina L. 1-2 vs Authier J. N. 1-2.
Paquette L. 1 vs Paquette O.-J. 0.
Bleau J.-A. 1-2 vs Savage A. 1-2.
Dussault R. 0 vs Lafrance a. 1.
Lafrance W. 0 vs Beauregard W. 1.
Tanguay A. 1 vs Beauregard E. 0.
Totaux 3 — 3.
Jeudi 31 août, Southbridge.
Dusseault R. 1-2 vs Beauregard W. 1-2.
Ottina L. 1-2 vs Paquette O. J. 1-2.
Paquette L. 1 vs Voghel H. 0.
Lafrance W. 1 vs Savage A. 0.
Bleau J.-A. 1-2 vs Lafrance a. 1-2.
Tanguay A. 0 vs Authier 1.
Totaux 3 1-2 — 2 1-2.
Concours G.-1.
Noirs 12 pièces



Blancs 12 pièces
Les blancs jouent et gagnent
Concours G.-2.
Noirs 15 pièces



Blancs 15 pièces
Les blancs jouent et gagnent
Concours G.-3.
Noirs 19 pièces



Blancs 18 pièces
Les blancs jouent et gagnent

L'ANGLETERRE ET L'EGYPTE

(suite de la 2ème page)

L'un était d'accorder à l'Egypte son indépendance selon le projet Milner. L'autre, de la faire garder par cent mille soldats britanniques. On le pressa de réduire ce nombre à 60,000, c'est-à-dire trois divisions au lieu de cinq. Il refusa. Ce n'était pas une menace: c'était un diagnostic. Le choix à faire était inévitable, même si l'on avait nommé à sa place un autre commandant.

Au moment où j'écris, le gouvernement est en train de faire ce qu'il lui plait d'appeler sa volonté. On croit qu'Allenby a obtenu que l'on tienne les promesses de Lord Milner plutôt que d'adopter la brutale méthode de répression militaire. Le gouvernement n'ose pas établir en Egypte cent mille soldats britanniques, surtout depuis que, au moment même où j'écris, il s'écroule aux yeux du monde entier. Mais l'affirmation d'un livre remarquable qui vient de paraître sur l'*Europe en Convalescence*, par Alfred Zimmern, est aussi vraie des relations anglo-égyptiennes que lorsqu'il s'agit d'affaires bien plus importantes: "Aucune réelle amélioration des relations anglo-françaises ne peut être envisagée tant que le Président du Conseil britannique ne sera pas changé".

Rt Hon. C. F. G. MASTERMAN,
ancien ministre du gouvernement britannique.

(*Le Monde Nouveau*)

ANTIKOR-LAURENCE
CURE RADICALE DES CORS
SURE, EFFICACE, SANS DOULEUR
EN VENTE PARTOUT 25c
FRANCO PAR LA POSTE
A. J. LAURENCE, MONTREAL

Incendie à la maternité de Québec

Québec, 2 (S. P. C.). — Un incendie a éclaté à 3 h. 10, ce matin, à l'hôpital de la maternité, rue Couillard. Les pompiers ont été immédiatement mandés et ont éteint le feu qui n'a pu causer de grands dégâts. On a aussi appelé les ambulances et fait transporter les mères ou les futures mères dans divers hôpitaux.

La tour centrale de l'édifice a été endommagée par le feu.

Meurtre qui sera puni

Berlin, 2, (S.P.A.) — Une déclaration officieuse rendue publique aujourd'hui annonce que le meurtre de deux soldats belges tués hier à Ober-Cassel, en prusse rhénane, sera sévèrement puni. Le communiqué ajoute que la liquidation de tout l'incident est désirable dans l'intérêt de la Belgique comme de celui de l'Allemagne.

Les anciens du collège de Montréal

Hier matin les membres de l'Association des anciens élèves du Collège de Montréal, se sont réunis à leur Alma Mater où ils ont passé la journée. L'entrée a eu lieu à dix heures puis à 10 h. 30 il y a eu messe avec chant des cantiques d'autrefois. Après la messe allocution et prière pour les membres décédés. A midi un déjeuner réunissait tout le monde dans le réfectoire du collège. Pendant le repas, il y a eu lecture d'un abrégé de la vie du saint du jour puis *Deo Gratias*. A 2 heures a eu lieu l'assemblée annuelle de l'association des anciens élèves. L'ordre du jour comportait des amendements à la constitution et l'élection des officiers. Après l'assemblée, il y a eu récréation jusqu'à la fin de l'après-midi.

Deux projets d'immigration

Toronto, 2 (S. P. C.). — D'après une dépêche spéciale, le ministre de l'immigration, M. Stewart, sera saisi dès son retour à la capitale de deux projets d'immigration. Le premier aurait pour but de promouvoir une entente entre le gouvernement fédéral et les divers gouvernements provinciaux. Chaque province exposerait au gouvernement ses divers besoins, la classe d'immigrants qu'elle désire et qui lui sont le plus avantageux et indiqua en même temps les lacunes du système.

L'autre projet consisterait à placer sur des fermes de jeunes garçons et de jeunes filles dans leur première jeunesse, soit de quinze à dix-neuf ans, sous le système contractuel, et de les faire passer progressivement, de la position de serviteurs à celle de fermiers et propriétaires.

Contre la nationalisation

Victoria, 2 (S. P. C.) — M. J.-G. Sullivan chargé d'étudier la situation ferroviaire dans la Colombie Britannique a fait son rapport au gouvernement. Il est d'avis que le peuple, à moins de continuer à payer annuellement deux millions et demi sur les fonds d'amortissement durant dix ans, devrait abandonner la propriété de ses chemins de fer.

M. Sullivan se prononce contre tout agrandissement du réseau ferroviaire et demande que la section de Quesnel à Prince George soit délaissée. Il conseille également au gouvernement d'abandonner plusieurs autres sections de voies ferrées. D'après lui, il serait impossible de confier l'administration des chemins de fer de la Colombie-Britannique à une compagnie car aucune ne la voudrait assumer.

TOUTES LES DERNIÈRES NOUVELLES DU SAMEDI

LE NATIONALISTE

Service télégraphique exclusif de la Presse Associée. Fils spéciaux avec Ottawa et Québec.

Pour rafraichir la mémoire du "Soleil"

(suite de la première page)

de pavoiser, processionner, d'illuminer en l'honneur du chef de ce gouvernement que je combats, tu t'es mis le doigt dans l'œil; ce n'est pas lui que tu devais porter en triomphe; c'est moi ! l'illuminé. Tu viens de célébrer magnifiquement un tiers de siècle de fidélité au drapeau que portèrent, après Dorion, les McKenzie et les Blake, et que Laurier a réussi à planter solidement sur la citadelle québécoise; balivernes que tout cela, tu vas me jeter au ruisseau toutes ces vieilles traditions, je prêche, moi rhéteur, moi prophète, la rupture de toutes ces vieillottes formules, l'indiscipline sous le pseudonyme d'indépendance; autant dire le chaos, l'anarchie en politique. Mon système, à moi danseur, à moi, Terpsichore, — puisque moi aussi je sais, comme pas un, pirouetter sur la pointe des pieds, — consiste à démolir sans reconstruire, à tout nier sans rien affirmer. Je nierais le monde parce qu'il contient des infirmités puisque je renie Laurier parce que tous ses satellites ne sont pas parfaits comme lui, ou plutôt comme moi !

M. Bourassa échappe à l'analyse; il échappe aux règles les plus ordinaires de l'étiquette. Généralement les chefs politiques attendent qu'on les invite de peur d'être évités. N'étant pas chef de parti, mais se croyant apôtre d'un nouvel évangile, il s'invite tout seul. Il dit à quelqu'un de ses disciples : "Va, tu trouveras à la porte du marché Jacques-Cartier une ânesse avec son ânon; frappe à la porte et l'échevin Huard, qui est président du Comité des Marchés, t'ouvrira. Je n'aurai qu'à me présenter."

Qui l'a demandé à Québec-Est ? S'il y a, des partisans, qui sont-ils ? Qu'ils se nomment, s'ils existent. Quels sont les citoyens autorisés qui ont exprimé le vœu de l'entendre à Saint-Roch, juste quinze jours après le passage triomphal de sir Wilfrid Laurier ?

Peut-être quelques conservateurs, ou quelques castors, risqueront-ils de répondre à cet appel ? Mais ce n'est pas là la voix du peuple; aussi la masse des électeurs éprouve-t-elle en ce moment un sentiment de vive indignation; *elle prend cette contre-manifestation Bourassa pour ce qu'elle est, une provocation, un défi, et une injure.*

Pourquoi, se dit-on, M. Bourassa, si la langue lui démange, choisit-il Saint-Roch entre les 73 comtés de la province, si ce n'est précisément parce que le nom de Laurier vient d'y être acclamé ?

Il y a des juxtapositions irritantes. Nous ne voulons pas être responsables de celles-là. N'I DE SES CONSÉQUENCES."—(3 août 1907, le *Soleil*).

Enfin, quelques heures avant l'assemblée du 5 août 1907, le *Soleil* jetait dans la foule cet appel direct:

Laissez-le pérorer

Monsieur Bourassa veut pérorer ce soir à Saint-Roch. Nous demandons en grâce aux libéraux de le laisser pérorer tout son saoûl.

Ce serait, en vérité, faire à ce personnage turbulent une réclame dont sa vanité s'accommoderait fort, que de lui refuser le droit de pérorer à Saint-Roch.

Soyez sûrs qu'il en profiterait immédiatement pour aller crier sur tous les toits de toute la province, que les libéraux de Saint-Roch ont peur de lui, de lui... Bourassa, étoile polaire de la grande ourse ronchonaliste !

Pour le coup, il se croirait devenu un personnage d'importance !

Le rhéteur, qu'est M. Bourassa, n'est pas de ceux dont il faille s'émouvoir. Ce n'est pas la première fois, d'ailleurs, qu'il vient jeter aux échos de Québec les sonorités de son verbe.

Lorsqu'il vint jadis parader au manège militaire, il ne réussit guère qu'à se discréditer auprès de tous les gens sensés.

Dans le comté de Québec, plus récemment, ses virulences et ses déclamations n'ont produit d'autre résultat que de faire perdre quelques voix à son jeune protégé, Lorenzo Robitaille.

Que Monsieur Bourassa pérore tout à son aise, ce soir; s'il a un programme à énoncer, qu'il l'énonce.

S'il n'en a pas, s'il se contente de réditer ses déclamations vaporeuses, s'il n'a rien ou mieux à nous offrir que la fantasmagorie de ses utopies, il est bon qu'on le sache.

Voici trop longtemps qu'il abuse de la crédulité et de la bienveillance de tous, pour jouer au sphinx guettant sur la route de Thèbes les voyageurs naïfs.

Laissez-le parler, gens de Québec-Est : laissez M. Bourassa vider son sac, ne serait-ce que pour vous mieux convaincre que dans ce sac il n'y a que du vent, le vent des périodes ronflantes.

Certes, nous savons bien que les prétentions de M. Bourassa, en venant parler à Saint-Roch, constituent réellement une *ridicule provocation.*

Il n'est personne qui s'y puisse tromper.

Monsieur Bourassa veut pouvoir dire qu'il s'est fait entendre à Saint-Roch, au lendemain de la démonstration enthousiaste de sir Wilfrid Laurier.

Ce qui l'amène à Saint-Roch, ce n'est point l'espoir d'y faire des prosélytes, mais simplement la vanité : il vient chercher à Saint-Roch un piédestal sur lequel dresser son auguste personnalité aux yeux de l'électorat de la province et des autres provinces.

"Et moi aussi, j'y fus", veut-il pouvoir dire.

Moi aussi, je me suis fait applaudir à Saint-Roch.

Ma personnalité vaut celle de sir Wilfrid Laurier.

Et de ces intentions, on ne peut douter. Car enfin, Monsieur Bourassa, n'est ni député, ni citoyen de Québec-Est.

Il n'est point chef de parti, il n'est qu'un mécontent : l'éternel mécontent pour qui rien n'est bon, dont il n'est pas l'inspirateur.

Il se vante d'avoir été écouté par les gens d'Ontario, mais dans Ontario il était l'invité de cercles ou de groupes.

A Québec, personne ne l'a demandé; il n'est l'invité de personne, que nous sachions. Il s'est invité lui-même.

Dans Ontario, il n'est point étonnant que les conservateurs l'aient accueilli décemment, car il faisait leur jeu.

Faut-il croire qu'en venant à Québec, il continue à se prêter aux menées de nos adversaires, et, sous le couvert de son étiquette libérale, espère-t-il faire accepter aux libéraux les fadaises que les conservateurs n'osent point venir soutenir en ce centre de libéralisme ?

Monsieur Bourassa, à Saint-Roch, est-il simplement l'invité anonyme du sénateur Landry et de l'échevin Fiset ?

Il le semble bien.

Mais tout cela ne saurait excuser les libéraux de donner dans le piège que tendent à leur indignation M. Bourassa et ses complices.

Si le petit-fils de Papineau espère gagner ce soir les palmes du martyr, s'il souhaite conquérir le lustre d'un personnage à tel point redoutable qu'on n'ose le laisser dérouler ses périodes, nous espérons que les libéraux de Québec ne se prêteront pas à cette comédie.

Enfin il est, pour nous autres libéraux, une considération qui doit dominer toutes les autres, car il s'agit d'un principe, un de ceux pour lesquels nous avons combattu et souffert : la liberté d'opinion.

Nous n'ignorons point qu'à la récente élection du comté de Québec, le amis de M. Bourassa ne se sont point fait scrupule d'empêcher les nôtes de parler.

Cela prouve simplement que ces gens-là ne sont point de vrais libéraux.

On le sait de reste, et de longue date.

Eh bien ! il importe de montrer que les libéraux savent, eux, sacrifier leur légitime indignation; savent résister à cette stupide provocation pour sauvegarder un principe.

Ils laisseront pérorer M. Bourassa.

Ils ont à leur disposition d'autres moyens, non moins efficaces, de protester et de faire connaître leur opinion.

Nous ne leur conseillerons même pas de s'abstenir, ce qui serait un moyen légitme de protester.

Qu'ils aillent écouter les lamentations creuses de ce nouveau Jérémie, mais ses élucubrations terminées, ils ont le droit de manifester ce qu'ils en pensent.

"C'est un droit qu'à la porte on achète en entrant."

Si au lieu d'applaudissements, M. Bourassa 'ne récolte que des huées et des coups de sifflets, il n'aura qu'à accepter la leçon ainsi offerte et la démonstration sera probante.

Si, la cérémonie terminée, comme dans tout mariage contre raison, les spectateurs offrent au héros de la fête UN CHARIVARI BIEN CONDITIONNÉ, nous ne voyons pas de quoi pourrait se plaindre M. Bourassa.

Quand un comédien vient se donner en spectacle, il doit être prêt à accepter LES POMMES CUITES au lieu de bravos.

Tant pis pour lui si ce sont les huées qui témoignent des sentiments des spectateurs." (Le *Soleil*, 5 août 1907).

Voilà qui suffit à démontrer de quelle manière le *Soleil* prêchait le calme, la modération, le respect de la liberté de parole à ses lecteurs et amis de Saint-Roch et d'ailleurs, comment il les préparait à éviter la manifestation " qui se serait produite" à l'assemblée du 5 août 1907.

Ce qui "se serait produit" ce soir-là

Ce qui se produisit, après les articles du *Soleil* du temps, on se le rappelle et nous n'avons guère à le raconter par le détail.

Il y eut un monde fou à cette assemblée du 5 août 1907, à Saint-Roch, dont la fine fleur des polliticiens et des organisateurs rouges de Québec. Un grand nombre de ces messieurs furent pacifiques, ou ne manifestèrent leur mécontentement que par des interruptions verbales. Mais une centaine de manifestants d'une turbulence extrême se portèrent à de nombreux actes de sauvagerie, sous les yeux de libéraux qui n'intervinrent point pour les rappeler à l'ordre et dont certains furent même acclamés à ce qu'ont dit des journaux, le lendemain, par des gens que le *Soleil* aurait appelés "une troupe de hurleurs et d'assommeurs", s'ils eussent manifesté contre des orateurs libéraux, au lieu d'assommer des nationalistes. Toute la presse quotidienne du pays parla, dans le temps, de la conduite honteuse des assommeurs gagés, ou soudoyés. Le *Star* de Montréal disait le surlendemain: *"On ne pourra pas toujours répondre à M. Bourassa avec des oeufs pourris."* La *Patrie* disait: *"Les interruptions, les pierres, les provocations, les injures venaient d'un groupe compact et parfaitement distinct du gros des auditeurs. Ce groupe, qui se composait d'une centaine d'individus de tout âge semblait obéir à un mot d'ordre, à un leader."* Le *World* de Toronto disait: *"Il importe au gouvernement Gouin de répudier cet acte de sauvagerie."* Un témoin écrit, dans le *Nationaliste* du temps: *"Les pierres brisent en mille morceaux les vitres du poste de police... fracassent les globes des lumières électriques... on tente de démolir l'estrade... les trois-quarts des personnes qui sont sur l'estrade ont déjà été atteintes."*

Mais, pour que le *Soleil* ne nous taxe pas d'emprunter des témoignages à des journaux qui ne sont pas libéraux, citons-lui ces trois appréciations de feuilles libérales, le *Witness*, de Montréal, le *Globe*, de Toronto, et le *Herald*, de Montréal. Même si cela allonge notre démonstration de ce qui "se serait produit" à l'assemblée de Saint-Roch, cela en vaut la peine.

Du "Witness", (journal libéral)

"Les libéraux se sont réunis à Châteauguay, les conservateurs à Sainte-Rose, et les nationalistes à Saint-Roch. L'assemblée la plus considérable et la plus célèbre de toutes a été de beaucoup celle de Saint-Roch. M. Bourassa doit de la reconnaissance à la presse libérale qui n'a cessé d'annoncer et de dénoncer l'assemblée et de remplir l'air de ses lamentations à ce propos. L'assemblée de Bourassa a été UNE HONTE, mais non pas pour M. Bourassa, POUR CELUI-CI, ELLE A ÉTÉ UN TRIOMPHE que peut-être il n'eût pas réussi à atteindre par sa seule parole. Si l'on en croit les rapports faits jusqu'ici, son discours s'est composé de théories techniques sur l'administration des terres publiques et des forêts, et de quelques autres dont l'ensemble ne pouvaient rien avoir de révolutionnaire si l'on s'était abstenu de l'agrémenter de pierres et de briques. L'assemblée a dégénéré en bataille ouverte à la suite d'une tentative faite par certains jeunes gens irresponsables — ces sortes de gens sont de nos jours appelés voyous — pour empêcher la libre discussion.

On peut facilement entrevoir de quel côté s'étaient rangés ces perturbateurs de la paix, si l'on se souvient qu'ils obéissaient à un mot d'ordre lancé par la presse libérale de Québec. Il faut admettre que les dénonciations de la presse libérale ne pouvaient avoir d'autre objet à moins qu'on ne les tienne pour de puériles fanfaronnades. NOUS AVONS LU AVEC STUPEUR CES APPELS A LA DÉMAGOGIE, nous étonnant de ce que ses auteurs ne s'apercevaient point qu'ils étaient précisément en train de préparer une auréole à M. Bourassa pour arriver à en faire un héros si on suivait leurs avis.

Quel est aujourd'hui le résultat ? M. Bourassa avait menacé de dénoncer la corruption administrative du parti libéral. D'après les rapports reçus jusqu'à présent, on ne voit pas toutefois que le discours du député de Labelle ait porté dans cette direction. UNE CLIQUE A ÉTÉ ORGANISÉE POUR EMPÊCHER M. BOURASSA D'ÊTRE ENTENDU. Quelle en est la conséquence ? Celle-ci, que M. Bourassa avait quelque chose à dire que le parti libéral ne pouvait permettre au peuple d'entendre. C'est l'impression qui se dégagera nécessairement dans l'esprit du peuple.

Toute cette affaire est propre à mettre le parti libéral SOUS LE JOUR LE PLUS LAMENTABLE ET LE PLUS DÉSASTREUX. Ainsi que nous l'avons dit déjà, elle a donné à M. Bourassa l'importance d'une renommée plus grande que jamais depuis cette assemblée et des chances de succès auxquelles il n'aurait peut-être pu atteindre si la presse libérale l'eût traité avec respect et modération."

Du "Globe", de Toronto, (journal libéral)

"Il est bien évident que ceux qui ont d'abord interrompu les orateurs, et ensuite mis fin à l'assemblée, avaient pour but d'empêcher d'autres personnes d'écouter M. Bourassa, et le pays tout entier va se demander quel était le discours contre lequel on a dû employer ces arguments.

On a recouru à cette émeute scandaleuse au nom de sir Wilfrid Laurier et pour son profit. Il ne peut y avoir le moindre doute que le premier ministre n'a pas la moindre sympathie pour les voyous d'aucune sorte et que nul ne regrettera plus que lui l'humiliation imposée à la cause du libéralisme par des partisans irréfléchis. LUI-MEME, DANS SON TEMPS, EUT A FAIRE FACE AUX CLAMEURS ET A LA VIOLENCE, et il sait mieux que personne combien les émeutes organisées contre lui ont contribué à assurer son succès."

Du "Herald", (journal libéral)

"Nous allons, sans aucun doute, entendre beaucoup de commentaires au sujet de l'assemblée de Québec, au cours de laquelle MM. Bourassa et Lavergne ont été assaillis à coups de pierre. Ce n'est pas, du reste, la première manifestation de ce genre qui ait eu lieu à Québec. On se souvient encore du bruit qu'il y eut au cours de l'assemblée qui avait mis face à face M. S.-N. Parent, alors maire de Québec et premier ministre de la province, et M. le sénateur Choquette. Dans l'élection du comté de Québec, dont M. Robitaille est sorti vainqueur, il y eut aussi une lutte du genre libre à l'assemblée de Sainte-Foye.

Les derniers désordres diffèrent cependant de quelques-uns des précédents, en ce que M. Bourassa jouit d'une renommée plus grande qu'aucun de ceux qui furent les héros des affaires précédentes et aussi en ce qu'ils ont eu lieu dans la propre circonscription électorale de sir Wilfrid Laurier. Il est à peu près certain, ainsi que l'a déclaré M. Bourassa, que dans le cas où sir Wilfrid eût été informé de ce qui devait se passer, il eût été le premier à réprouver une semblable conduite. Toutefois, ceci n'empêchera probablement pas les plus agressifs adversaires de sir Wilfrid de prétendre que le recours à la violence signifie simplement que l'on n'avait pas d'autres arguments à opposer AU FORMIDABLE TRIBUN QUEST LE DÉPUTÉ DE LABELLE. On ne réfléchira pas non plus que M. Bourassa lui-même, dans son discours, n'a touché que peu de questions administratives, approuvant la conduite du gouvernement sous certains rapports et demandant que l'on adopte sur d'autres points une orientation progressive propre à faire le succès du gouvernement lui-même.

De même que M. Lloyd George et M Winston Churchill après les réceptions hostiles à Birmingham, M. Bourassa est presque certain de recueillir à lui seul tout le fruit de la démonstration de ces derniers jours."

Un témoignage de M. Taschereau

Le *Soleil*, qui a écrit en toutes lettres, mardi dernier, que *"l'assertion du* Devoir *est fausse en tous points, et il le sait"*, voudra sans doute écarter ou ignorer cet ensemble de preuves. Nous ajouterons au dossier, pour terminer, et afin qu'il n'ignore pas que nous avons dit la pure vérité, le témoignage d'un homme pour lequel il a une admiration, une estime sans bornes, qui est, selon son expression fréquente, "la franchise même", et qui fut témoin de ce qui se passa le 5 août 1907 à l'assemblée de Saint-Roch, — où on le porta même en triomphe, disent des journaux du temps : M. Alexandre Taschereau, aujourd'hui premier ministre de la province de Québec, alors membre du conseil de ville de Québec et député à l'assemblée législative.

Visé, ou se croyant visé par une note du *Chronicle* le 6 août, — lendemain de l'assemblée, — M. Taschereau écrivit au *Soleil*, qui la publia le même jour (voir son numéro du 6 août), une lettre où on peut lire entre autres choses ce qui suit (les soulignés sont de nous) :

"Le *Chronicle*, ce matin, me prend à partie au sujet de l'assemblée d'hier soir et paraît vouloir me tenir responsable du *troubles* (sic) *qu'il y a eu... On a jeté des pierres pendant l'assemblée*, je le regrette et comme libéral et comme citoyen.." (signé) L.-A. TASCHEREAU.

Donc, reconnaît M. Taschereau, il y a eu du *"trouble"*, on *"a jeté des pierres pendant l'assemblée"* ; et lui-même dit qu'il regrette tout cela. Nous prenons sa parole; le *Soleil* écartera-t-il celle de son maitre, sur ce qui s'est passé à Québec, à Saint-Roch, le 5 août 1907?

S'il ne la prend pas, — ce sera scandaleux, pour une feuille libérale, — qu'il le dise. S'il la prend, comment pourra-t-il plus longtemps parler, sans faire éclater de rire les gens, — même ses lecteurs qui ont quelque mémoire du passé, — d' "une démonstration hostile qui se *serait* produite à une assemblée tenue en 1907 à Saint-Roch-de-Québec par M. Bourassa" ?

Et comment, devant cet ensemble de preuves puisées à même ses colonnes, à même celles de journaux libéraux du temps, et jusque dans une lettre du premier ministre d'aujourd'hui, le *Soleil* peut-il prétendre que *"l'assertion du* Devoir *est fausse en tous points"*?

Ou le *Soleil* est d'une insigne mauvaise foi; ou nous devrons croire que le *Soleil* d'aujourd'hui ignore tout à fait ce que le *Soleil* de 1907 a dit, ce que ses maitres d'alors, qui sont encore ses maitres d'aujourd'hui, ont écrit à l'époque sous leur signature, dans ses colonnes.

NATIONALISTE DE 1907 ET D'AUJOURD'HUI.

Nos interviews

LES TRAVAUX DU NOUVEAU PALAIS

M. ERNEST CORMIER, L'ARCHITECTE, NOUS EXPLIQUE LES PLANS DE LA NOUVELLE CONSTRUCTION.

Comme les énormes bastions qui décorent présentement la devanture du palais de justice futur provoquent depuis quelque temps des commentaires d'originalité diverse, nous avons pris le parti, l'autre matin, d'aller nous renseigner auprès de l'architecte qui préside à la construction du nouveau temple de la Chicane.

Une forte déception nous attendait. Naïvement, en gens qui n'ont connu les architectes qu'à la lumière des romans, nous avions cru qu'un constructeur de casernes et de palais doit au moins être un vieillard à la barbe chenue, au regard inspiré, enfoui dans un fouilli de paperasses et tout barbouillé d'encre. Loin de là nous avons trouvé en M. Ernest Cormier un tout jeune homme, au teint frais qui accuse au plus trente-cinq ans. Il nous a reçu avec toute la politesse qu'un homme de l'art doit témoigner à un journaliste parfois rébarbatif.

M. Cormier joint à un agréable physique, un sentiment de modestie que l'on rencontre rarement. Contrairement aux savants et illustrissimes maitres de l'art qui bombardent le profane desavantissimes et encore plus illustrissimes locutions, M. Cormier nous a donné une foule de détails techniques, en termes qui nous ont fait croire que c'était la chose la plus simple au monde que d'être architecte et de bâtir des cathédrales.

M. Cormier est ingénieur architecte depuis 1906. Il a fait ses études à l'école polytechnique, ici, puis à l'Ecole des Beaux-Arts, à Paris. Reçu architecte, M. Cormier s'est rendu à Rome, à l'Institut Royal des Architectes Britanniques. En 1914, M. Cormier décrochait sur tous ses confrères de l'Empire Britannique, le prix de Rome. Revenu au pays à la fin de la guerre après avoir travaillé constamment pour le gouvernement français, M. Cormier n'a cessé de recevoir depuis les plus grands encouragements.

L'an dernier il obtenait le contrat pour la construction du palais de Justice avec MM. Amos et Saxe.

M. Cormier s'est montré très réticent sur le coût approximatif de l'entreprise qu'il a acceptée. Les contrats ne sont pas tous donnés. Il y a l'imprévu, enfin.... et puis.... etc Ainsi, nous a-t-il déclaré, il n'a été totalement impossible de savoir le coût de l'établissement des bases. A certains endroits il a fallu creuser à des centaines de pieds avant d'atteindre une surface résistante tandis qu'ailleurs le roc était à fleur de terre. Restait en plus à savoir s'il valait mieux exécuter les fondations en caissons ou en double.

C'est ce qui explique jusqu'à un certain point la construction des énormes blocs de ciment à la façade, rue Notre-Dame. Il a fallu, au lieu de couler un bastion pour chaque colonne, en mettre en série et les rejoindre par des poutres qui, insérées dans les blocs de ciment, donnent l'illusion de leur énorme grosseur, alors qu'ils sont vides exprès pour recevoir ces poutres. Comme les travaux des soubassements sont avancés, M. Cormier a demandé des soumissions pour la charpente d'acier de l'édifice. Tout marchera rondement, affirme notre interlocuteur, car il faut installer au plus vite les cours criminelles et la Cour d'assises. Il est toutefois assez difficile de préciser l'époque certaine où tous les travaux seront finis.

Suivant la disposition topographique des plans de l'édifice jusqu'ici acceptés, les sept cours criminelles et une cour d'assises seront installées au rez-de-chaussée contigües aux bureaux du notariat, de leur salle de réunion et de leur bibliothèque. Le sous-sol sera dévolu aux archives et servira en même temps de cachots temporaires aux prisonniers. Le sous-sol sera assez élevé, puisque la différence de niveau entre la rue Notre-Dame et la rue Sainte-Thérèse est de vingt-cinq pieds. Les portes de service et l'entrée des prisonniers seront placées en arière et ceux-ci pénétreront dans les cachots par un entresol direct, ce qui les isolera des passants.

Au premier étage, le gouvernement établira ses bureaux. Les bureaux du revenu seront du côté de la rue Saint-Gabriel, tandis que les bureaux d'enregistrement enfin réunis et centralisés seront accessibles par la rue Saint-Vincent. Les deuxième et troisième étages sont libres et seront attribués plus tard au fur et à mesure des besoins croissants.

Voilà pour la disposition des lieux de notre futur palais de Thémis. Celui-ci sera, paraît-il, unique en son genre au point de vue de style. Les architectes ont choisi comme directive générale, le style dorique pur et classique, suivant le genre français. La grande innovation sera probablement l'entrée centrale du palais, qui sera très grande et non resserrée, comme c'est le cas pour la majorité des édifices, par les deux colonnes traditionnelles. Détail qui comblera de joie les adversaires irréductibles du pain de sucre qui coiffe le palais de justice actuel, la toiture sera plate. La raison en est que le nouveau palais de justice ne sera pas en perspective, mais simplement un édifice de voisinage c'est-à-dire qu'il sera encadré par de nombreux édifices, au lieu d'être complètement isolé.

Alexis GAGNON.

Pour sortir de l'Allemagne

RENSEIGNEMENTS UTILES A L'USAGE DES ETRANGERS QUI VISITENT CE PAYS.—NOUVELLES MARITIMES.

Plusieurs prétendent que les étrangers qui voyagent en Allemagne auraient certains ennuis quand il s'agit pour eux de sortir de ce pays. Voici à ce sujet quelques renseignements reçus par dépêche datée de Hambourg aux bureaux locaux de la ligne Cunard.

Il est vrai qu'il est interdit à tout Allemand de s'expatrier en emportant une somme d'argent de plus de 20,000 marks ou l'équivalent en nature, mais les visiteurs étrangers peuvent obtenir des douanes un certificat attestant le montant d'argent dont ils disposent à leur entrée dans le pays et repartir ensuite avec un montant égal. Ces certificats sont délivrés gratuitement et peuvent être obtenus sans la moindre difficulté.

En ce qui concerne les objets achetés en Allemagne, on doit obtenir une licence d'exportation, mais sous ce rapport, dit-on, les officiers de douanes sont très libéraux, et ne font guère attention aux objets de minime importance. En raison des conditions très avantageuses du change actuel, plusieurs visiteurs achètent parfois de grosses quantités de nouvelles marchandises dans le but plus ou moins évident de les revendre dans leur pays avec profit. Dans ces cas, ceux-ci tombent sous le coup de la loi ordinaire des douanes.

Des centaines de Canadiens voyagent actuellement en Allemagne et ils n'auraient guère à se plaindre du traitement qu'on leur accorde sous tous rapports.

ARRIVAGES DE FIN DE SEMAINE

Le *Montrose*, de la compagnie du Pacifique Canadien, venant de Liverpool, avec 546 pasagers de cabine et 404 de troisième classe, est arrivé à Québec, vendredi après-midi et à Montréal, samedi avant-midi.

Le *Megantic*, de la ligne White-Star Dominion, venant de Liverpool avec 250 passagers de première classe, 350 de deuxième et 325 de troisième, est attendu à Montréal vers les sept heures dimanche soir.

L'"Antonia," de la ligne Cunard, venant de Southampton et Cherbourg, est attendu à Québec dimanche après-midi et à Montréal au cours de la matinée de lundi.

Parmi les passagers à bord de ce navire, mentionnons Mlle G.-A. Lamontagne, le docteur E.-A.-R. DeCotret, sa femme et leur fils; M. le chanoine A. Sylvestre, M. le professeur Jean Désy; M. l'abbé René Chené, etc., tous de Montréal.

Le "Tunisian," de la compagnie du Pacifique Canadien, venant de Glasgow, est attendu à Montréal dimanche avant-midi.

Le "Saturnia," de la ligne Anchor-Donaldson, venant de Glasgow et Moville avec 236 passagers de cabine et 236 de troisième classe, est attendu à Québec lundi matin et à Montréal dans la soirée.

PROCHAINS ARRIVAGES à N.-Y.

Attendu, 2 septembre, **"Saxonia"**, parti d'Hambourg 22 août.

Attendus 3 septembre **"Finland"**, parti d'Anvers, 24 août; **"Cedric"**, parti de Liverpool, 26 août.

Attendus 4 septembre **"Laconia"**, parti de Liverpool, 24 août; **"Pres. Arthur"**, parti de Brême, 22 août.

Attendu 5 septembre **"Manchuria"** parti d'Hambourg, 26 août.

Attendus 6 septembre **"Niagara,"** part ide Bordeaux, 26 août; **"Pres. Garfield,"** parti de Londres, 26 août; **"Assyria"**, parti de Glasgow, 26 août; **"La Savoie,"** parti du Havre, 29 août.

Attendu 7 septembre **"Homeric,"** parti de Southampton, 30 août.

Attendu 8 septembre **"Pres. Harding"**, parti de Brême, 30 août.

Attendus 9 septembre **"N. Amsterdam"**, parti de Rotterdam, 29 août. **"Rochambeau,"** parti du Havre, 30 août.

NAVIRES DANS LE PORT

Trente-trois navires de catégories diverses étaient samedi dans notre port, dont voici les noms:

Canadian Raider, de la marine du gouvernement, section 42.

Canadian Rancher, de la marine du gouvernement, au quai Vickers.

Mina Brea, Imperial Oil Co. section 101.

Canadian Trooper, de la marine du gouvernement, hangar 5.

Canadian Commander, de la marine marchande du gouvernement, section 19.

Bratland, Elder, Dempster and Co., section 5.

Canadian Trapper, de la marine du gouvernement, section 43.

Pikepool, Walford Shipping Co., section 6.

Bolingbroke, Pacifique Canadien, hangar no 9.

Tarantia, Robt. Reford Co., hangar no 5.

Eibergen, Furness, Withy & Co., hangar 16.

Canadian Coaster, de la marine du gouvernement, section 6.

New Mexico, Elder Dempster & Co., section 5.

Anfora, Furness, Withy & Co., section 96.

Clearpool, Walford Shipping Co.

Regina, White Star-Dominion Line, hangar 4.

Cherca, Thomas Harling and Son, section 7.

Heathfield, Thomas Harling and Son.

Bratsberg, Thomas Harling and Son, section 10.

West Loquassuck, Quackenbush and Hancock, section 7.

Finchley, Robt, Reford Co., section 42.

Canadian Logger, de la marine du gouvernement, C. G. M. M.

Bawean, Thos. Harling and Son, section 6.

Canadian Warrier, de la marine du gouvernement, C. G. M. M.

Turcoman, White Star-Dominion Line, hangar 6.

Homer City, Thos. Harling & Son, section 46.

Otta, Canada S.S. Lines, hangar 17.

Manoa, Canada S.S. Lines, hangar 18.

Cairngowan, Robt. Reford Co., hangar 11.

Comino, Furness Withy and Co., hangar 17.

Canadian Sapper, de la marine du gouvernement.

Baron Vernon, Robt Reford Co.

General Church, Thos. Harling and Son, section 5.

UNE VICTOIRE FASCISTE

Quatre mille ouvriers forcent des aciéries à rouvrir leurs portes.

Rome, 2.— (S.P. A.).—Quatre mille fascistes des alentours de Terni se sont emparés, hier, de cette localité et ont obligé les gérants des aciéries à rouvrir les portes de leurs établissements fermés depuis deux mois à cause d'une dispute relative aux salaires. Les fascistes ont pénétré dans la place en escaladant les murs.

Terni est une ville située à 40 milles au nord-est de Rome.

LES GRECS ORGANISENT LA RESISTANCE

Les troupes hellènes ont reçu ordre de se masser à Ouchak — Les autorités sont optimistes.

Athènes, 2.— (S.P.A.).—Au quartier général de l'armée, on a donné l'ordre de grouper toutes les troupes de l'armée grecque méridionale à la ligne Ouchak, en Asie Mineure, pour tenter une résistance suprême à l'avance des soldats nationalistes turcs.

Cette manoeuvre remédiera à la situation, croit-on. Le ministre de l'intérieur, M. Stratos, s'est dit optimiste aujourd'hui sur le résultat ultime du conflit.

Un organe officieux estime que 1,500 Grecs ont été blessés pendant les récents combats. Les morts seraient relativement peu nombreux.

Une dépêche de Smyrne, datée de neuf heures hier soir, mandait que les Grecs continuaient à retraiter vers Ouchak et que des milliers de femmes et d'enfants fuient à la tête de l'armée pour échapper aux Turcs.

LA BELGIQUE VEUT DES EXCUSES

Une sentinelle belge a été tuée, en Prusse rhénane.

Bruxelles, 2 (S.P.A.) — Une sentinelle belge à Ober-Cassel, Prusse rhénane, territoire occupé par les troupes belges, a été frappée mortellement d'une balle au cours d'une fusillade au révolver, de même qu'un sergent qui s'est porté à son secours.

Un contingent de troupes belges attiré par les coups de feu, a vu fuir plusieurs personnes mais n'a pas réussi à les rattraper. Les soldats ont perquisitionné l'édifice voisin et ont fait une douzaine d'arrestations.

Le général Rocquoy, commandant belge, a reçu instructions de son gouvernement d'étendre les perquisitions par toute la ville et d'avertir les autorités allemandes que si les coupables ne se rendent pas avant six heures les autorités elles-mêmes seront arrêtées.

M. Jaspar, ministre des affaires étrangères, a immédiatement mandé le chargé d'affaires allemand et lui a demandé de télégraphier la protestation de la Belgique à Berlin. La Belgique demande une excuse et se réserve le droit de demander une indemnité ou d'agir.

Le ministre des affaires étrangères a également instruit le haut commissaire belge en Rhénanie de recommander à la commission d'adopter des mesures pour la sécurité des troupes d'occupation.

UNE EXEMPTION QUI EST NULLE

LE JUGE MERCIER CONDAMNE LA "DOMINION DIE CO" A PAYER SES TAXES MUNICIPALES.

Le juge Mercier a rendu jugement vendredi, relativement à la contestation établie entre la ville de Montréal et Joseph-Elie Dupré, propriétaire de la *Dominion Die Company*, rue Aird. La ville réclamait le paiement de plus de deux mille dollars de taxes dues pour les années 1918 et 1919. De son côté M. Dupré faisait la sourde oreille confiant dans l'exemption que lui avait accordée le conseil municipal de Maisonneuve pour ces deux années. La ville se basait en retour sur l'illégalité de l'exemption. Celle-ci, pour être valide, disait-elle, aurait dû être appuyée par un règlement soumis à l'électorat.

Le juge Mercier a déclaré que le litige devait être décidé à la Jumière des statuts révisés de 1888 et de 1900.

Les statuts de 1888 décrètent qu'une municipalité par son conseil pour accorder une exemption de taxes à des industries "déjà établies" sans pour cela devoir recourir à la consultation populaire. D'autre part s'il s'agit d'une Industrie qui n'existe pas encore il devient nécessaire d'obtenir l'expression du sentiment populaire.

Or il appert que M. Dubé au moment où il a obtenu son exemption, n'avait pas établi la *Dominion Die Company*. Il en résulte donc que la résolution du conseil municipal de Maisonneuve est radicalement nulle et qu'il faudra payer les taxes réclamées.

Victimes bolchevistes

Londres, 2 (S.P.A.)— Une dépêche de Riga au "Times" mande que suivant des statistiques officielles bolchevostes la cheka a fait mettre à mort 1,766,118 personnes avant d'être muée en agence policière politique au mois de février dernier.

Parmi les victimes de cette inquisition, il y a eu 6.775 professeurs et instituteurs; 8,800 médecins, 355, 2[illegible] autres intellectuels; 1,243 prêtres; 54,650 officiers, 260.000 soldats, 59.000 policiers, 12,950 terriens, 192,350 ouvriers et 815,100 paysans.

Durant la guerre civile des cinq dernières années, les Bolchevikis ont fait périr plus de monde que la Russie n'en avait perdu pendant la grande guerre.

LA BANQUEROUTE DE L'ALLEMAGNE

New-York, 2. (S.P.A.) — Le Dr F.-J. Coar, professeur d'économie politique à l'université d'Alberta, à son retour d'Europe, à bord du "Reliance", hier, a prédit que l'on assisterait cet hiver, à la banqueroute de l'Allemagne.

"Hugo Stinnes, Voegler, Deutsch, Duisberg et autres capitalistes et manufacturiers allemands avec lesquels j'ai parlé, a dit le professeur, ont déclaré qu'il y a un an, ils étaient optimistes; aujourd'hui, ils ont perdu espoir. Le dernier ministre des affaires étrangères, le Dr Rathenau, éprouvait la même impression lorsqu'il était avec moi quelque jours avant son assassinat.

"L'Allemagne, avec ses fabriques ronronnant et ses produits vendus à l'étranger à bas prix se saigne lentement à mort", dit le professeur. Un moratorium n'y ferait rien car il réussirait, peut-être, à stabiliser le mark et dans ce cas les ventes à l'étranger cesseront. Alors, 12,000,000 d'ouvriers en Allemagne chômeront.

"Des dividendes de 24 pour cent sont décevants, dit le professeur Coar, car cela ne veut dire que deux et demi pour cent, à la valeur américaine.

"En réalité, conclut-il, l'Allemagne a donné au monde, sans récompense 12,000,000 d'heures de travail l'an dernier, grâce à son système actuel. Ceci constitue une perte absolue totale."

Du radium au Labrador

Le Dr W.-T. Grenfell, surintendant de la mission médicale du Labrador, est de passage en ville. Il s'embarquera ces jours-ci pour l'Europe où il va donner des conférences sur son oeuvre en vue de prélever des fonds.

Interrogé, le docteur Grenfell a déclaré que l'hôpital de St-Anthony, au Labrador, est maintenant pourvu de 50 milligrammes de radium, don de quelques femmes généreuses de Pittsburg. Plusieurs cas de cancer ont déjà été soignés au Labrador et à Terre-Neuve. L'orphelinat de l'hôpital a été agrandi de façon à recevoir vingt autres enfants.